

# L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

1 euro

#10

MARS  
2011

## ET UNE ET DEUX RÉVOLUTIONS



### SUIVONS LEUR EXEMPLE

## REFUSONS DE PAYER LA CRISE !



**NPA  
JEUNES**

# De La révolution tunisienne à La révolution internationale

Une prise de conscience générale semble s'être emparée de la jeunesse des pays du monde arabe, et plus largement de tous ses peuples. Cette flamme révolutionnaire fait vaciller des régimes dictatoriaux. Elle s'explique par les conditions de vie des travailleurs et l'incertitude du lendemain que connaissent les jeunes.

## Déferlante révolutionnaire

Au départ, le soulèvement contre la tyrannie du pouvoir, la dictature du capitalisme et le manque de démocratie, ne concernait que le peuple tunisien. Mais il était le prélude à l'extension à d'autres pays du Maghreb et du Moyen-Orient, jusqu'ici condamnés à subir la répression toujours plus brutale des dictatures qui les exploitent sans vergogne. La Jordanie, l'Égypte, l'Algérie... Autant de contestations que de dictatures.

Cette frénésie révolutionnaire semble s'être emparée du peuple égyptien, et plus particulièrement de sa jeunesse, qui manifeste quotidiennement, appelant au départ du dictateur Moubarak, se heurtant à une répression policière toujours plus accrue, à la censure gouvernementale des réseaux sociaux, principaux outils ayant permis cette mobilisation massive. Le soulèvement populaire tunisien et le départ de Ben Ali ont donné un véritable espoir aux autres peuples, permettant aux Égyptiens d'aller en découdre dans la rue avec une autre perspective que celle de la répression : celle de la victoire.

Au-delà du monde arabe, l'exemple tunisien démontre que la révolution n'est pas un fantasme de quelques intellectuels d'extrême gauche. Désormais l'exemple est fait que le pouvoir peut être renversé. Les idéalistes ne sont pas les révolutionnaires, mais ceux qui pensent que les élections peuvent être source de changement ou de « révolution » !

**« Ils peuvent nous ôter la vie, mais ils ne nous ôteront jamais notre liberté »**

Plus que jamais, ces combats doivent aussi être les nôtres. L'internationalisme n'est pas qu'un mot. Il est du devoir de tous ceux qui en France comme ailleurs militent contre les injustices du système de soutenir les révoltes et les processus révolutionnaires en cours.

C'est d'ailleurs pour cela que notre porte-parole, Olivier Besancenot, s'est rendu en Tunisie les 25 et 26 janvier derniers afin d'exprimer tout son soutien au peuple tunisien. Partout en France, dans nos villes, nos quartiers, nos lycées, nos universités, nous devons organiser des initiatives militantes : réunions publiques, meetings, rassemblements, manifestations... Plus que jamais, les peuples opprimés de la planète ont besoin de notre solidarité permanente. Et plus que jamais, les jeunes du monde entier ont à s'inspirer de ces événements.

Alex et Thomas (Comité Jeunes Charente)



Manifestation en Egypte le 29 janvier 2011

## ÉTUDIANTS TUÉS au NIGER : La France coupable

La mort d'Antoine de Léocour et de Vincent Delory, enlevés par AQMI le 8 janvier reste bien mystérieuse. Mais au-delà du drame et de l'incompétence manifeste de l'armée française (qui a tué des policiers nigériens et peut-être les otages eux-mêmes), c'est la politique internationale de la France qui devrait être remise en cause. D'abord parce qu'il peut sembler curieux que la France qui expulse à tours de bras les ressortissants maliens et nigériens, entre autres !, ait des militaires en base permanente dans plusieurs pays d'Afrique sub-saharienne. L'indépendance ? Un mot abstrait pour Juppé et Sarkozy.

Très courageusement, six amis de master d'Antoine de Léocour ont expliqué dans une lettre ouverte que « Les épiphénomènes que nous vivons actuellement participent des conséquences de politiques étrangères occidentales vis-à-vis de ces régions [sahélienne]. » La France occupe officiellement la région au nom de la lutte anti-terroriste. C'est pour cette raison qu'elle n'a pas envisagé une seconde de négocier avec les ravisseurs et qu'elle a précipité la mort des deux otages. Et n'est-ce pas cette domination étrangère qui alimente le ressentiment anti-Occidental et donc les groupes comme AQMI ?

La raison d'État tue le plus souvent des ressortissants des pays du Sud. Mais les exemples d'Antoine et Vincent nous montrent qu'elle peut frapper n'importe qui. Comme leurs amis, nous demandons la démission de Juppé !

## Mandats d'arrêt européens : une mesure répressive de plus

Huit militants basques de la gauche indépendantiste, âgés de 20 à 25 ans, membres de l'organisation de jeunesse Segi, se sont réfugiés du côté français de la frontière. Ils sont recherchés par la justice de l'État espagnol. Leur crime ? Avoir des liens avec le parti de gauche Batasuna, lui-même accusé d'avoir eu des liens avec ETA. Autrement dit, de connaître des gens qui connaissent des gens qui sont accusés de terrorisme...

Comme Aurore Martin, militante basque de nationalité française dont la justice a validé le transfert vers l'État espagnol pour des activités politiques (des réunions et des conférences de presse de Batasuna, pourtant légal en France !), nos huit camarades militants pour les droits civiques, le féminisme, l'indépendance et le socialisme risquent l'extradition et douze ans d'emprisonnement pour « appartenance à une organisation interdite. »

**Austérité, traque des immigrés, mutualisation de la répression...  
Que c'est beau l'Europe !**

## La DIPLOMATIE, c'est compliqué

Le 1er février, un enseignant français en poste au Caire a rejoint les manifestations. Voulant faire partager le savoir-faire français en matière de manif, il s'est muni d'une pancarte avec l'inscription « Casse-toi pauvre con »... Filmé par BFM TV, il a été rapatrié par le quai d'Orsay. De retour en France, il a failli être rétrogradé par l'Éducation nationale... Il s'en sort finalement avec un blâme. Donc, pour résumer, quand on est ministre on peut passer ses vacances chez des dictateurs et leur proposer de l'aide. En tous cas ça ne vaut pas de sanction. Mais quand on est prof, durant son temps libre, on ne peut pas s'exprimer.



# Tunisie : « C'est la Révolution des Jeunes »

Interview de Mouthafer, 25 ans, militant du Front populaire de libération de la Tunisie, ancien prisonnier politique arrêté pendant les grèves du bassin minier de Gafsa, emprisonné du 1er juillet 2008 au 4 novembre 2009.

**L'ÉA : Peux-tu nous raconter le mouvement de Gafsa ?**

**Mouthafer :** La Compagnie des phosphates de Gafsa est le seul employeur d'une région où les taux de chômage et de pauvreté sont très élevés. Elle représente 30% du budget de l'État. Pour y être embauché, il fallait payer un bakchich (1). Seuls les plus fortunés le pouvaient. Le 5 janvier 2008, nous nous sommes rassemblés devant le local de l'Union générale des travailleurs de Tunisie (UGTT) (2) à Redeyef (3). Il y avait des instituteurs, des syndicalistes, des lycéens comme moi... Les manifestations se déroulaient quotidiennement sans débordement jusqu'au mois d'avril. Mais Ben Ali a envoyé ses milices. Elles ont brûlé le poste de police pour qu'on nous accuse d'être des casseurs. Tous les jeunes actifs ont été arrêtés le 6 avril. Le 10 avril, après des manifestations énormes, ils étaient libérés.

Le gouvernement a commencé à négocier. Mais en parallèle, il élaborait un plan pour nous arrêter. Le 5 juin, les miliciens ont de nouveau fait des débordements. Après, ils ont arrêté et torturé plus de cinq cents personnes. Deux camarades, Hafnaoui Al-Maghzaoui et Abdelkhalek Amaidi ont été assassinés, ainsi que Hichem Benjeddou Aleimi électrocuté le 7 mai.

J'ai été condamné à six ans de prison (puis trois ans en appel) et mon père à dix ans. Les prisonniers ont été séparés. J'ai été envoyé à la prison de Gafsa alors que mon père était à Kasserine, puis à l'hôpital de Tunis car il avait la tuberculose.

Une forme de torture consistait à empêcher nos familles de venir nous voir en nous changeant tout le temps de prison. J'ai été transféré à Sidi Bouzid, puis à Sfax, tandis que mon père allait à Mornaguia. Puis on m'a envoyé dans le Sahara à la prison de Kebili. Là, tu ne vois rien d'autre que le sable. C'est l'isolement total. Ensuite, dans une même journée, j'ai été à Gafsa, à Kairouan, Bordj El Amri puis à Mornaguia où j'ai rencontré mon père. Au bout de quelques jours j'ai été renvoyé à Kebili jusqu'à ma libération, le 4 novembre. C'est la pression des partis, associations et syndicats, notamment en France, qui l'a permis.

**L'ÉA : Y a-t-il un lien entre le mouvement de Gafsa et le**

**soulèvement qui a chassé Ben Ali ?**

**Mouthafer :** Redeyef a été isolée du reste du pays pendant tout le mouvement. Mais pendant six mois, notre mouvement a tenu en se gérant lui-même.

La mort de Mohamed Bouaziz est un acte inhumain, causé par la maltraitance des agents de la mairie et du gouvernorat de Sidi Bouzid. C'est le reflet de la crise et de la souffrance de la jeunesse, dans cette région où le chômage et la précarité battent leur plein. On y voit encore mieux les inégalités.

La crise latente est devenue apparente. C'est une dynamique sociale, politique, économique et culturelle nouvelle. Nous sommes encore debout pour continuer la lutte légitime avec des moyens civiques, sans manipulation, car nous sommes toujours animés par les valeurs de progrès, de modernité, convaincus que les hommes et les femmes en Tunisie peuvent avoir une vie meilleure.

**L'ÉA : Où en est le processus révolutionnaire ?**

**Mouthafer :** La révolution n'est pas terminée. Le dictateur est parti, mais la dictature, les milices de Ben Ali, ses gardes du corps sont toujours là. Une camarade s'est rendue à Sidi Bouzid pour les 40 jours de la mort de Mohamed Bouaziz (deuil musulman, ndlr.). Elle n'a pas pu rester car un de ses amis syndicaliste avait été menacé de mort la veille.

**L'ÉA : Comment vis-tu les événements depuis la France ?**

**Mouthafer :** Avec une partie du mouvement social tunisien en France, nous avons tenté d'organiser la mobilisation. Le premier rassemblement après la mort de Bouaziz a rassemblé une quinzaine de personnes. Puis au fur et à mesure ils devenaient plus gros, jusqu'au départ de Ben Ali. En nous continuons !

Avec des jeunes tunisiens nous avons organisé des forums à l'université de Saint-Denis. Ils nous ont permis de discuter. C'est la révolution des jeunes. Nous avons formé un comité du Front populaire pour la libération de la Tunisie (FPLT).

**L'ÉA : Peux-tu nous parler du FPLT ?**

**Mouthafer :** La base du front c'est de n'appartenir à aucun parti, de ne se présenter à aucune élection. Il sera dissout dès que le peuple aura le pouvoir. Nous organisons des actions en parallèle en Tunisie et en France. Nous collaborons avec les autres mouvements mais nous restons neutres vis-à-vis des partis politiques. Nous partageons beaucoup d'idées avec le Front du 14 janvier (4) et nous discutons, mais le FPLT n'en sera pas partie prenante. Notre révolution est quelque chose de nouveau, nos références ne sont pas Marx, Lénine, Trotsky, Mao ou les bolcheviks. Nous nous concentrons sur le travail auprès de la population et nous ne participerons à aucune élection.

**L'ÉA : Que pouvez-vous attendre des militants de France ?**

**Mouthafer :** J'ai confiance dans tous les militants français. En 2008, les militants de Solidaire nous ont soutenus, ils ont manifesté pour nous. Nous proposons des actions régulièrement, nous avons un groupe sur Facebook, un blog en construction et nous nous réunissons sur Skype. Vous pouvez suivre nos initiatives et y participer. Nos valeurs, la liberté, la démocratie, sont des valeurs humaines. Tout le monde doit être partie prenante de ce combat !

Propos recueillis par JB (Comité jeunes 92 Nord)

(1) Pot de vin

(2) Le seul syndicat légal sous Ben Ali

(3) Sud-ouest du pays, à l'ouest de Gafsa, dans le bassin minier

(4) Front des partis de gauche et d'extrême gauche demandant l'élection d'une assemblée constituante

À voir : Redeyef, combat de la dignité, de Leïla Khal « la tunisienne », film réalisé par la mère de Mouthafer – [http://www.dailymotion.com/video/xeea6o\\_news](http://www.dailymotion.com/video/xeea6o_news) et [http://www.dailymotion.com/video/xeea7g\\_news](http://www.dailymotion.com/video/xeea7g_news)

Consulter la page Facebook : <http://is-is.facebook.com/topic.php?uid=12961888076&topic=16781>

**EDITO**

**Et une, et deux...**

**Et ?**

Le mois dernier, nous bouclions notre journal en mentionnant des débuts de soulèvements en Tunisie et en Algérie... Quelques jours plus tard, Ben Ali tombait et le vent de la révolution commençait à souffler dans le monde arabe, fauchant Moubarak le 11 février.

Notre génération n'a pas connu les luttes révolutionnaires du 20ème siècle. L'indépendance de l'Algérie en 1962 est à peine moins lointaine que la révolution d'Octobre 17... La grève générale de Mai 68 appartient aux manuels scolaires au même titre que celle de 1936. Quant à l'idée qu'un autre monde est possible, elle a été jetée dans les poubelles de l'histoire avec la chute du mur de Berlin en 1989...

Mais voilà que depuis trois ans le modèle indépassable, le capitalisme, connaît une crise sans précédent depuis 1929 et qu'il lui est impossible d'en sortir. Voilà que l'instabilité que génère cette crise se matérialise par des mouvements qu'on aurait crû impossibles il y a quelques mois !

L'histoire se joue sous nos yeux. Nous ne la suivons plus au fond de la classe mais devant nos télévisions et nos ordinateurs.

**Ne soyons pas de simples spectateurs !**

Avec toutes les différences qui existent entre le nord et le sud de la Méditerranée, nous sommes aussi la génération qui n'a aucun avenir dans cette société. Celle qui n'a pas d'illusion dans les institutions et dans les partis qui prétendent réformer le système. Celle qui a fait l'expérience des grèves, des blocages, des manifestations massives, de la révolte des quartiers en 2005 à la grève de l'automne dernier en passant par le CPE.

Comme l'été dernier, le gouvernement est embourbé dans ses histoires de copinages. Ben Ali, Moubarak, Bettencourt, voilà ce qu'est le camp de Sarkozy et de sa clique. Nous avons viré Alliot-Marie, mais c'est tout le gouvernement qui doit partir !

C'est le meilleur signe de solidarité que nous pourrions envoyer à nos camarades des autres pays !

**Tous ensemble, nous pourrions affirmer qu'un autre monde est non seulement possible mais nécessaire et que les luttes de la jeunesse n'ont pas de frontière !**

## Dans ce numéro :

Branche dépendance de la sécu...	Page 4	Culture	Page 9
Pôle emploi, relooking des chômeuses	Page 4	Loi Adnot, Plan Licence...	Page 10
Dossier : Féminisme et révolution	Pages 5 à 8	G8 des universités	Page 10
Le 8 mars : encore et toujours féministes	Page 5	Rencontres internationales de jeunes	Page 12
Femmes et révolution, révolution et féminisme	Page 5	Les 24 dernières heures du Président Ben Ali	Page 12
Défendre les services publics, le droit à disposer de nos corps	Page 6		
Réouverture du Centre IVG de Tenon	Page 6		
Revendications féministes dans la jeunesse	Page 6		
Oppression des femmes et capitalisme	Page 8		

**ET EN SUPPLÉMENT SPÉCIAL : 4 PAGES SUR LES RÉVOLUTIONS DANS LA RÉGION ARABE.**

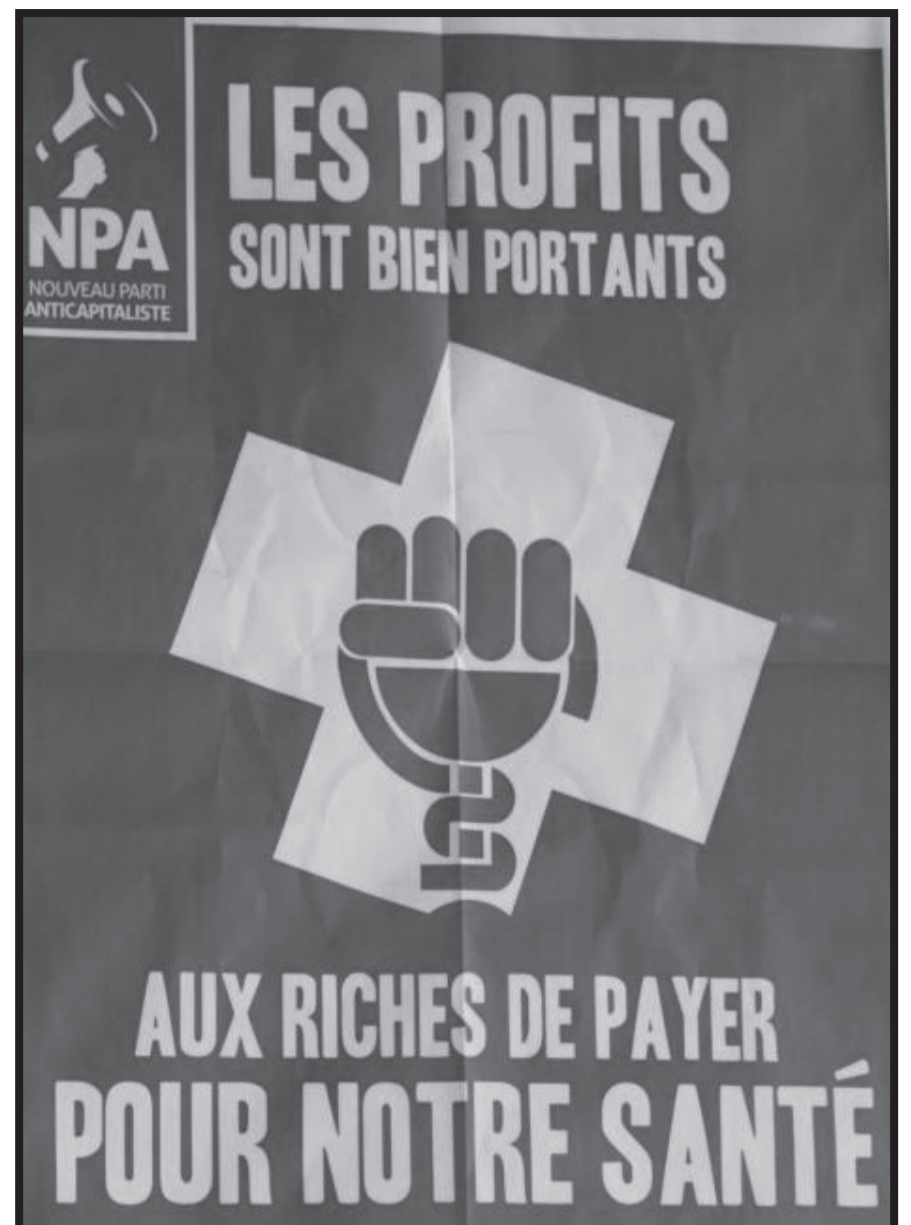
# Santé/sécu : MOBILISATION NATIONALE Le 2 AVRIL !

## La santé, une affaire de plus en plus privée

Le 2 avril se tiendra une manifestation pour défendre le service public de la santé attaqué régulièrement par Sarkozy et Bachelot. La mise en place des franchises médicales ou de la loi HPST (la « LRU des hôpitaux ») ont entraîné des reculs dans l'accès aux soins. Coût plus important, moins de médecins ou de lits disponibles, le gouvernement non seulement s'accommode mais organise la pénurie pour ensuite faire la part belle aux cliniques et aux compagnies d'assurances privées qui vont bénéficier des reculs du service public de santé, ceux qui voudront se faire soigner paieront plus. Le projet de loi sur la dépendance va également dans ce sens. La dépendance est un terme pour qualifier les personnes âgées

de plus de 60 et qui ne sont pas capables de fonctionner de manière autonome. S'appuyant sur les mêmes principes que la réforme des retraites, à savoir que la population vieillit et que le système existant ne peut pas assumer le financement, le gouvernement propose de systématiser le recours à des assurances privées, soit disant encadrées par le public. A partir de 50 ans, toute personne serait tenu de signer un contrat « assurance dépendance » qui va permettre à des grands groupes de prospérer sur le dos des personnes âgées. Ce projet, encore à l'état de proposition nous montre la logique du gouvernement, chaque déficit sera exploité pour expliquer qu'il faut privatiser.

Restreindre l'accès aux soins aura des effets durables, notamment pour nous, qui ne pourrions pas bénéficier du même niveau de couverture sociale à moins de payer. Il s'agit de dénoncer une politique de grignotage qui à terme permettra à quelques sociétés de jouer avec nos vies sur la base d'une rentabilité financière.



## MERCATO MINISTÉRIEL

Heureusement qu'on a fini notre bouclage en retard, sinon on passait à côté des départs de Ghannouchi, Hortefaux et MAM... Qu'est-ce qu'on aurait pas loupé !

### Une fine équipe régaliennne

Un repris de Justice, ça va. C'est quand il y en a plusieurs que ça pose des problèmes... C'est pourquoi Sarko a viré Hortefaux afin de garder Juppé. Comme l'a dit le chef de l'État dans son allocution, Juppé est un homme d'expérience qui a fait ses preuves. C'est vrai

qu'il était déjà ministre des Affaires étrangères en 1994, quand la France recevait les autorités rwandaises en plein génocide...

Que les militaires se rassurent ! Le sergent-droit-dans-ses-bottes est remplacé par un spécialiste de la baston : l'ancien militant du groupe fasciste Occident, Gérard Longuet. Le même qui en 2010 avait demandé que l'on place un « Français traditionnel » à la tête de la HALDE.

Last but not least, c'est Claude Guéant qui remplace Hortefaux à l'Intérieur. L'ancien secrétaire de l'Élysée, auteur du fameux « discours de Dakar » dans lequel Sarko expliquait que « l'homme africain n'est pas entré dans l'histoire », va pouvoir en faire entrer plein dans des charters ! Devenir le premier flic de France, c'est une petite revanche pour celui qui était devenu directeur de campagne de Sarko parce que Chirac avait refusé de le nommer Préfet de police de Paris !

**Bon... On en a viré deux. Maintenant on s'attaque aux autres !**

## Gennevilliers : La POLICE accusée

La brigade spécialisée de terrain (BST), vous connaissez ? La commissaire en charge de cette nouvelle unité à Gennevilliers (92) en expliquait la mission dans le magazine de la ville : « créer un lien durable avec la population » par « une réponse de proximité à travers une présence humaine et rassurante. » Sympa ! Sauf que quelques semaines après sa création, la BST de Gennevilliers faisait parler d'elle. Et en fait de présence humaine, ce sont deux chiens policiers sans muselière qui ont été lâchés sur des jeunes menottés... Trois personnes interpellées puis relâchées ont porté plainte pour « violences et faux témoignage » à l'IGS (la police des polices), avec à l'appui trois vidéos filmées par des habitants de la cité du Luth. Alors que les flics accusaient une « quarantaine » de jeunes de leur avoir lancé des pierres, les vidéos n'en montrent que dix et les propres procès-verbaux des policiers n'indiquent qu'un jet de pierre, de la fenêtre d'un immeuble.

### Ça commence bien !

La vidéo : <http://www.wideo.fr/video/iLyR0oafzD9.html>

## DISPARITION

Coco était notre camarade. Il avait milité avec beaucoup d'entre nous à Angers et au Mans. Il est décédé, à 27 ans, d'un accident de car en équateur où il était parti vivre. Il nous a dit revoir comme ça, soudainement, comme si son empreinte était fugace, comme s'il n'avait été que de passage. Non, il nous a, toutes et tous, beaucoup marqué.

Marqué par ses convictions sur vivre autrement. Ses combats écologistes du vélo qu'il chevauchait, la collog où il vivait, au pain qu'il consommait... Cette façon de vivre sa vie comme il l'entendait ce qui l'avait poussé à s'exiler sans arrêter de se battre là-bas.

Marqué par ses combats pour penser autrement. Ces panneaux publicitaires qu'il barbouillait et ces nombreux combats que nous avons toutes et tous mené avec lui. Toutes ces grèves et ces manifs où nous aimions voire admirions sa fougue, son énergie, sa volonté et par dessus tout cette certitude inébranlable qu'un autre monde est possible. Nous disons bien est possible car il a mieux que quiconque incarné cet espoir très humain que vivre simplement avec des valeurs humaines et dans un monde juste était réalisable.

C'est cet espoir que nous continuerons toutes et tous à porter avec le lourd poids d'hériter ça de lui: un vrai camarade dans le sens le plus noble que ce mot peut porter.

**Ne t'inquiète pas Coco, on continuera ça, pour toi. La lucha sigue.**

## La nouvelle SOLUTION DU GOUVERNEMENT : Un nouveau LOOK POUR UN TRAVAIL !

Ça y est le gouvernement a trouvé LA solution pour que les femmes retrouvent un travail : une séance de relooking à Pôle emploi, passant du maquillage au soin de la peau !

Eh oui, le gouvernement réussit à faire croire à toutes ces femmes dans une situation précaire qu'elles ne retrouvent pas de travail, non pas à cause de la crise, mais à cause de leur physique. La fondation EREEI dont Pénélope Fillon (l'épouse du Premier ministre) est la

marraine, pense que la précarité des femmes peut se régler par un relooking ! La blague ! À qui le gouvernement veut-il faire croire que les contrats précaires, les jobs à temps partiels ne seront plus (ou moins) occupés par des femmes grâce à une nouvelle coupe de cheveux ou un maquillage de professionnel ? Si les femmes sont davantage touchées que les hommes par le chômage (54%), par les temps partiels (80% sont occupés par les femmes), et les contrats précaires (59%), c'est dû au système patriarcal et à la

division sexuelle du travail qui impose aux femmes les métiers les moins bien payés. Plutôt que des relookings, il faudra des luttes pour interdire les temps partiels imposés, les inégalités salariales femmes/hommes dans les faits, et l'orientation sexiste à l'école !

**Leïla (Comité jeunes 92 Nord)**

# FÉMINISME ET RÉVOLUTION

## Le 8 mars : encore et toujours féministes !

Depuis une vingtaine d'années les médias nous rabattent les oreilles avec la Journée de « la » femme. Depuis 1982 en France on nous consacre, à nous les femmes, une journée : le 8 mars. Nous nous retrouvons face à une farce : l'homme prend le torchon pour la seule et unique fois de l'année et la femme peut enfin mettre les pieds sous la table (c'est beau le partage des tâches vu par les phalocrates). Heureusement, le 9 mars tout le monde reprend sa place.

Pour les féministes, le 8 mars est avant tout une journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Cette Journée internationale de lutte pour les droits des femmes a avant tout un caractère politique. C'est Clara Zetkin, militante socialiste allemande, qui en émet l'idée en 1910 lors du Congrès international des femmes socialistes à Copenhague. Inspirée par des femmes socialistes américaines qui se rassemblaient chaque dernier dimanche de février pour revendiquer l'égalité des droits entre hommes et femmes, la journée du 8 mars serait, selon la légende, une journée de célébration d'une lutte des ouvrières de l'habillement de New-York en 1857. Cette journée est donc avant tout une date-relais pour les femmes qui veulent faire entendre leurs revendications : en 1915 Alexandra Kollontai organise ainsi une manifestation de femmes contre la guerre, à Oslo ; en 1917 ce sont les ouvrières

de Petrograd qui manifestent dans la rue. En 1975, les féministes du MLF en réaffirment le caractère militant après des décennies pendant lesquelles les luttes pour les droits des femmes sont étouffées par les différents conflits internationaux (notamment par les deux guerres mondiales).

Mais les acquis obtenus par les combats des femmes au long de la seconde moitié du vingtième siècle ne sont pas éternels, le pouvoir politique actuel entend bien nous le faire comprendre. Il est donc plus que nécessaire de continuer le combat aujourd'hui. Le 8 mars est un outil que nous pouvons nous réapproprier politiquement en lui redonnant son importance dans les luttes des femmes face au mépris des institutions pour ces combats quotidiens.

Ainsi, nous marcherons et manifesterons toutes dans les rues ce 8 mars pour affirmer encore et toujours la nécessité des combats féministes pour les droits des femmes et leur émancipation.

Lorraine (Comité jeunes 67)

## Femmes et Révolution, Révolution et Féminisme ?

Si l'on s'interroge au sujet de la place occupée par les femmes dans les mouvements et processus révolutionnaires, il est nécessaire d'en envisager les deux facettes : quel rôle les femmes ont-elles joué au cours des différentes révolutions ? Quel impact ces femmes ou ces révolutions ont-elles eu d'un point de vue féministe, comment ont-elles contribué à faire avancer la lutte des femmes pour l'égalité ?

À travers l'examen rapide de plusieurs actrices de différentes révolutions on observe les difficultés que rencontrent les femmes pour jouer un rôle et être reconnues au sein des mouvements révolutionnaires. Cette invisibilité renforce l'extrême difficulté à faire entendre les revendications spécifiques aux femmes, celles-ci se heurtant souvent au mépris et à l'hostilité.

**Olympe de Gouges : « la femme a le droit de monter sur**

**l'échafaud ; elle doit avoir également le droit de monter sur la**

**Tribune »**

Dans un contexte politique où commence – entre autres – à résonner la revendication d'égalité des droits civils et politiques, Olympe de Gouge est célèbre notamment pour avoir rédigé en 1791 la Déclaration des Droits de la femme et de la citoyenne en réponse à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Au cœur de la Révolution française, elle lutte contre le sexisme des révolutionnaires pour faire entendre la voix des femmes. Elle ne se revendique d'ailleurs d'aucun autre parti que « celui de la cause des femmes ». Révolutionnaire convaincue, elle exige pour les femmes l'égalité politique, la liberté d'expression, la liberté sexuelle. Opposée à l'exécution de Louis XVI elle sera guillotinée le 3 novembre 1793 pour avoir manqué aux vertus qui sont celles de son sexe et avoir « voulu être un homme d'État ».

**Flora Tristan : socialisme et droits des femmes**

Flora Tristan est une militante socialiste née en 1804. Pour elle, les questions de l'émancipation des femmes et de l'émancipation des travailleurs sont indissociables. Elle réclame principalement l'égalité en matière d'éducation, de formation professionnelle et de salaire. Elle reprend l'idée de déclaration des droits des femmes en tant qu'acte premier d'affranchissement. Ces revendications ne sont pourtant que des réformes partielles. Ce que Flora Tristan réclame pour les femmes, ce sont des changements profonds : les femmes doivent créer leur propre 1789. Malgré cette conscience de l'oppression que subissent les femmes, elle se heurte à la difficulté d'articuler luttes des femmes et luttes des travailleurs. Ce ne sont pas les femmes elles-mêmes qui sont les sujets actifs de leur affranchissement et de la lutte pour leurs droits. Au contraire, c'est aux « prolétaires, hommes de 1843 » que revient la tâche d'affranchir les femmes en « proclam[ant] les droits de la femme ».

**Les femmes et la Commune**

De grandes divergences d'interprétation existent sur la question de la Commune et des femmes, certaines considérant qu'il s'agit encore une fois d'une « révolution sans les femmes » alors que d'autres affirment que la Commune permet de démontrer que l'intervention des femmes est « indispensable au triomphe de la révolution sociale ». À cette époque, des féministes analysent la place des femmes dans la société comme un fait de culture et l'inégalité entre les femmes et les hommes comme étant une fiction sociale, une invention humaine. Au moment de la Commune se pose la question, déjà évoquée par Flora Tristan, de l'articulation entre la lutte des travailleurs et la lutte pour l'émancipation des femmes. Les femmes sont politiquement actives et participent largement aux manifestations et émeutes, que ce soit comme cantinières, ambulancières ou combattantes. Cependant la revendication des femmes pour leurs droits n'est que peu portée, malgré les responsabilités exercées par les femmes dans le gouvernement révolutionnaire. En témoigne la figure de Louise Michel signataire le 8 septembre 1870 de l'« Appel aux femmes de Paris », animatrice du comité de vigilance des femmes de Montmartre et célèbre pour avoir combattu au côté des hommes en 1871.

**Alexandra Kollontai : les**

**femmes et la révolution russe**

L'analyse de la place des femmes et du féminisme dans la Russie révolutionnaire du début du XIXème siècle est complexe. Dès 1905, les femmes sont de toutes les grèves et manifestations. Certaines revendications s'en ressentent, notamment s'agissant de la protection des femmes enceintes, plus rarement concernant l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes. Le Parti bolchevik affiche une volonté de « libérer la femme » mais cette volonté ne trouve que peu de traductions concrètes. Dans les faits, les femmes continuent d'assumer les tâches subalternes et leurs revendications spécifiques restent à l'arrière plan.

Alexandra Kollontai se distingue rapidement, d'une part par sa volonté d'entraîner les femmes vers le socialisme et d'autre part dans sa démarche pour convaincre le parti de la nécessité de « se consacrer aux femmes ». Selon elle, l'émancipation des femmes est une composante essentielle du socialisme. Elle est l'une des premières à faire de la sexualité une question politique. Dans la même période naissent les luttes contre la réglementation de la prostitution et pour la légalisation de l'avortement. En février 1917 (1), des ouvrières se lancent dans les grèves et les manifestations pour réclamer du pain et la paix. Dans les jours qui suivent, des milliers d'ouvriers se joignent à elles. Les années qui suivent permettent quelques améliorations du statut des femmes (réforme du code de la famille, légalisation de l'avortement, débat sur la question du travail ménager...). Malgré ces changements, les femmes se heurtent à la résistance de certains cadres du parti. Progressivement, des retours en arrière vont s'opérer renvoyant notamment les femmes à leur image de mère tandis que les hommes représentent les travailleurs et donc le prolétariat. L'arrivée au pouvoir de Staline marque un brusque changement d'orientation et la fin de la progression de la place des femmes.

(1) La Russie ayant à cette époque un calendrier décalé par rapport au reste de l'Europe, la journée du 8 mars tombait en février

Ces quatre exemples illustrent les relations complexes qui existent entre femmes et révolution d'une part et révolution et féminisme d'autre part. En tant que membre du peuple, les femmes sont de tous les processus révolutionnaires et y occupent parfois une place centrale. Malgré cela, on n'observe que peu d'avancées spécifiques aux femmes au cours de ces périodes historiques. Qu'il s'agisse des droits politiques, de l'égalité de rémunération ou des questions relatives à la famille et à la sexualité, les revendications spécifiques des femmes – quand elles existent et parviennent à se faire entendre – sont toujours reléguées au second plan. Lorsque quelques victoires sont arrachées, elles sont rapidement remises en cause.

Cela témoigne d'une double nécessité : à la fois favoriser le rôle des femmes dans les partis politiques et les mouvements sociaux, y compris aux tâches de direction. Et à la fois participer à la construction d'un véritable mouvement autonome des femmes permettant d'abord aux femmes de lutter pour elles-mêmes et favorisant la lutte contre les résistances au féminisme qui peuvent exister au sein du parti ou des mouvements sociaux. Cette double intervention permettrait de faire du féminisme une question centrale.

Marie (Comité jeunes 67)



## DÉFENDRE LES SERVICES PUBLICS POUR DÉFENDRE LE DROIT À DISPOSER DE NOS CORPS !

Le droit à l'avortement est remis en question, et à travers lui le droit des femmes à disposer de leur corps et à décider de leur vie. Cette attaque n'est pas menée frontalement : elle passe par la destruction des services publics, et notamment par la casse de l'hôpital et la fermeture des centres d'interruption volontaire de grossesse (CIVG). Plus d'une centaine ont fermé en France depuis 2006, au gré des restructurations entre hôpitaux, suite notamment à la loi Hôpital Patient Santé Territoire (HPST). Ces fermetures à la chaîne allongent beaucoup les délais de prise en charge et rendent inefficace le droit des femmes à avorter. Bien entendu, ce sont les femmes les plus pauvres qui ne peuvent pas payer l'intervention en clinique privée ou à l'étranger qui subiront les premières conséquences de la fermeture des CIVG.

### Privatisation de l'hôpital = régression sociale !

Une autre conséquence plus insidieuse est la tendance à utiliser de plus en plus les techniques d'IVG médicamenteuse : comme il y a de moins en moins de place en hôpital, les femmes pourraient faire avorter chez elles en prenant un médicament. Si l'IVG médicamenteuse peut être une solution à cinq semaines de grossesse (sept semaines d'aménorrhée), au-delà de ce délai la méthode peut être inefficace, provoquer des hémorragies et être carrément traumatisante. Or, on sait que dans de nombreux centres on pratique déjà l'IVG médicamenteuse à neuf semaines, et tout délai légal a été supprimé dans les dernières circulaires. Non seulement on renvoie les femmes avorter chez elles en

renforçant le tabou qui pèse toujours sur l'avortement, mais cette méthode comporte également des risques importants pour leur santé.

Plus globalement, c'est la casse des services publics en général qui constitue une attaque. Ce sont encore elles qui s'occupent le plus des enfants et des personnes qui ne sont pas autonomes (personnes âgées ou handicapées). La loi sur la dépendance, mesure phare de la fin du quinquennat de Sarkozy, qui vise à privilégier l'épargne privée comme solution à la dépendance, va faire peser un poids toujours plus grand sur elles.

### Retour à l'ordre moral

Ces attaques doivent avoir une conséquence pratique sur la lutte féministe : on ne peut la lutte pour les droits des femmes et celle pour les services publics, l'hôpital en particulier. Les femmes trouveront de nombreux alliés dans leur lutte, que ce soient les personnels hospitaliers, qui subissent de plein fouet les restructurations, ou la population mobilisée pour l'accès aux soins pour tous. Toutes les femmes doivent refuser d'être les premières victimes de la dite crise du surendettement de l'État et refuser de voir fermer le centre IVG de leur quartier !

Anne (Comité jeunes Paris 7-PRG)

## RÉOUVERTURE DU CENTRE IVG DE TENON : LA LUTTE PAIE !

En plein été 2009, la direction de l'hôpital Tenon (Paris XXème) avait fermé en catimini le centre d'interruption volontaire de grossesse suite au départ à la retraite du médecin responsable. Après la fermeture de trois autres centres de l'est parisien, avec ses 800 IVG pratiquées par an, le CIVG de Tenon était indispensable pour que les femmes aient encore la possibilité d'avorter.

### Une bataille unitaire des femmes et des salariés

Dès octobre 2009 se mettait en place un collectif regroupant des habitant-e-s du XXème, des associations, partis politiques de gauche et syndicalistes de l'hôpital. Ce sont réellement les femmes du quartier, militantes ou pas, qui ont été à l'initiative de la mobilisation. Pendant quinze mois ce collectif a mené une lutte de terrain, distribuant des tracts, organisant des rassemblements devant l'hôpital ou à la mairie, occupant par deux fois le hall de la maternité et maintenant la pression sur la direction de l'hôpital et

les élus. Il a participé à la préparation de la manifestation du 6 novembre appelée par les organisations féministes.

Lorsque le personnel hospitalier de Tenon s'est mis en grève le 4 octobre dernier contre le manque d'effectifs dans tous les services, le collectif a été partie prenante de la bataille en manifestant son soutien et en participant à toutes les actions mises en place par le personnel. Après treize semaines de grève très dure, les grévistes ont obtenu 59 postes d'infirmières et 33 d'aide-soignants.

### Une bataille victorieuse

Les victoires s'enchaînent donc puisque le 14 janvier la nouvelle est tombée : le centre IVG de Tenon serait réouvert. Cette première victoire est le résultat de la mobilisation du collectif qui a toujours eu un lien fort avec les salariés de l'hôpital et qui a su impliquer la population du quartier : c'était la combinaison gagnante. Cependant, il faut rester mobilisés. Le collectif ne



relâche pas la pression tant que le centre n'a pas effectivement réouvert, et ce avec les moyens financiers et humains nécessaires pour accueillir les femmes dans de bonnes conditions.

Anne (Comité jeunes Paris 7-PRG)

## QUELLES REVENDICATIONS FÉMINISTES DANS LA JEUNESSE ?

Du point de vue féministe les revendications pour les jeunes sont nombreuses. Nous revendiquons le droit à disposer de nos corps. Cela passe par des moyens de contraceptions libres et gratuits. Outre le fait que la pilule est de moins en moins remboursée, celle du lendemain devient payante passé 18 ans.

### Pour une éducation sexuelle réelle

Chers en grande surface, parfois absents des lycées (quand il ne faut pas aller les demander à une infirmière), les préservatifs sont un autre moyen de protection difficile d'accès. La solution la plus simple serait d'installer des distributeurs gratuits dans les facs et les lycées.

Le lycée n'est pas qu'un lieu d'apprentissage scolaire. C'est un lieu de sociabilité. On y apprend à devenir des adultes. La sexualité reste taboue et ne se résume qu'aux cours sur la reproduction humaine en SVT, et au simulacre de cours d'éducation sexuelle donné par un prof ou une infirmière dont on ne retient que l'éternel préservatif masculin, déroulé sur un pied de chaise.

Pourquoi ne pas repenser cela et donner un véritable cours sur la sexualité où l'on parlerait non seulement des moyens de contraception, mais aussi des différentes sexualités (notamment homo et lesbienne)?

L'homosexualité est encore considérée comme anormale. Les droits des homos et des hétéros ne sont pas les mêmes, et ce

sera une longue lutte à mener pour que le monde comprenne que l'hétérosexualité est une norme fixée par une société patriarcale. Que ce soient dans les séances de prévention habituelles ou faites par les plannings familiaux, il est plus que rare de voir présentés des moyens de protection tels que des digues dentaires ou carrés de latex (pour cunnilingus ou anulingus) ou encore des gants en latex. Les lesbiennes attrapent quatre fois plus de maladies ou d'infections sexuellement transmissibles (MST/IST) que les femmes hétéros.

### Pour les droits des jeunes mères

Les jeunes mères doivent souvent choisir entre leurs études et les enfants. Les crèches sont souvent trop éloignées et/ou trop chères, quand elles ne sont pas pleines. La politique du gouvernement qui cherche sans cesse à faire des économies, entraîne la fermeture de ces établissements, laissant ces jeunes femmes dans la précarité. Suppressions de postes obligent, la suppression totale des écoles maternelles obligera encore une fois les étudiantes-mères à sacrifier leurs études et à répondre à l'injonction de rester à la maison pour élever leurs enfants.

Ces attaques sont classiques, en temps de crise et de restrictions budgétaires. Les femmes sont les premières touchées et doivent subir le retour à l'ordre moral qui tend à les ramener au foyer, c'est pourquoi nous devons d'autant plus mener des batailles pour porter des revendications féministes.

Laura, Lola, Ambre (Comité jeunes Le Mans)

## NOS REVENDICATIONS

- › Pilule du lendemain gratuite dans les lycées !
- › Centre de planification dans les facs et lycées !
- › Moyens de protections gratuits contre les IST et MST pour hétéros et LGBT !
- › Construction de crèches gratuites sur les facs !
- › Régularisation de tou-te-s les sans papiè-re-s !

## Les réac à L'attaque

Dans cette période de crise, les dirigeants des différents États mettent en place des plans d'austérité qui ont de lourdes conséquences pour les jeunes, les travailleurs et particulièrement les travailleuses. En temps de crise les gouvernements font resurgir les discours de valorisation de la famille et encouragent le retour des femmes au foyer, prônant également un retour à l'ordre moral. On le voit notamment avec la volonté des gouvernements de remettre en cause le droit à l'avortement avec la fermeture des centres IVG.

Dans un tel contexte, les vieilles recettes racistes et populistes sont réactivées : les gouvernants cherchent à diviser la population, à opposer Français et immigrés. Sarkozy et l'UMP renforcent le climat de racisme et de stigmatisation des musulmans, notamment lors du débat sur « l'identité nationale ». L'UMP empiète une fois de plus sur le terrain du Front national.

### Le renforcement des pro-vies

Cette offensive réactionnaire favorise la remontée des courants d'extrême droite, tels que le FN. Toujours très proche des mouvements pro-vie, il exige l'abolition du droit à l'avortement en inscrivant dans la constitution une mesure de « respect et de protection de la vie ». Les défenseurs de l'ordre moral se sont aussi illustrés par la voix du Vatican avec les propos du Pape : le préservatif qui, non seulement ne permettrait pas d'enrayer la pandémie de SIDA mais risquerait « d'aggraver le problème », la levée d'excommunication de quatre évêques traditionalistes, dont l'un est un antisémite et négationniste

avéré, enfin, le soutien à la décision de la hiérarchie catholique brésilienne d'excommunier une fillette de neuf ans qui avait avorté après un viol...

Ce contexte semble redonner confiance aux opposants à l'IVG. Plusieurs collectifs pro-vies ont vu le jour. Un collectif nommé « 30 ans, ça suffit ! » a été créé en 2005. Il rassemble des organisations parmi lesquelles SOS Tout petits, le Comité pour sauver l'enfant à naître, SOS la vie, etc.

Les tractages devant des écoles ou des centres de santé sont couramment pratiqués. SOS Tout Petit diffuse des documents de dénonciation du Planning familial et des féministes. On peut y lire par exemple à propos de la grossesse en cas de viol : « Le viol, quand il est véritable, est rarement fécond. Un avortement n'arrangerait rien. Il ajouterait un crime à un autre. L'enfant est innocent. » Ce collectif organise chaque année, en janvier, la Marche pour la vie. Cette année elle a rassemblé presque 10.000 personnes.

Face au retour à l'ordre moral, en tant qu'anticapitalistes, nous devons lutter au quotidien contre les lois racistes, sexistes, homophobes... Et nous saisir notamment de la date du 8 mars pour revendiquer de nouveaux droits et défendre ceux qui sont attaqués !

**Vanessa et Léa (Comité jeunes 92 Nord)**

## Du Caire à Tunis, Les femmes ne payeront pas leur crise !

### Les femmes: actrices des deux révolutions

« Où sont les femmes », c'est la question qu'on a entendue dans les médias dominants, à propos des processus révolutionnaires en Egypte et en Tunisie. Cette question n'est pas innocente. Elle rentre dans une logique impérialiste et islamophobe, qui pense les femmes arabes comme passives et manipulées par les intégristes islamistes. Les puissances impérialistes s'appuient sur la justification des droits des femmes et la soi-disant menace intégriste islamiste pour discréditer les révolutions en cours. Alors même que dans les deux cas, les femmes étaient là pour dégager Ben Ali et Moubarak, et continuent pour dégager le reste de la clique. Elles étaient même à la direction des mouvements pour certaines. Présentes dans les comités de quartiers, les comités d'auto-organisation et dans la rue, parfois même en première ligne.

### Elles ont tout à gagner !

Si les Tunisiennes ont obtenu les droits de vote et au divorce juste après l'indépendance (1956) et le droit d'avorter (1961), l'égalité totale et dans les faits n'est toujours pas là. Y compris, si Bourguiba a cédé sur le droit à l'avortement, c'était dans l'objectif de limiter les naissances pour inverser la démographie de la Tunisie, et pas pour le droit des femmes à disposer de leur corps. Des associations de femmes se sont organisées de façon autonome pour réclamer l'égalité et protester contre l'instrumentalisation de la cause des femmes par le pouvoir. Le processus révolutionnaire en cours est l'occasion même de porter leurs revendications concrètement. En Egypte, la police est connue pour ses agressions sexuelles et sa violence machiste. Et depuis que les manifestant-e-s ont repoussé la police du centre du Caire, plusieurs femmes disent: « c'est la première fois que je ne me fais pas agresser au Caire. »

### Revendications féministes dans les révolutions

Les féministes Tunisiennes réclament pour leur part la séparation du politique et du religieux mais pas une laïcité à la française avec interdiction du port du voile dans les écoles. La lutte contre les violences et l'égalité est aussi une de leurs priorités. Trois points principaux en matière d'égalité pour elles : égalité dans la famille, égalité dans le droit de succession (héritage), et dans la transmission de nationalité. Et même si l'égalité au travail est inscrite dans le droit, elles réclament qu'elle le soit dans les faits : les femmes sont moins payées que les hommes. De même, en Egypte les femmes veulent l'abrogation du code du statut personnel.

**Elsa (Comité jeunes Paris 8)**

**Les processus ne sont pas terminés, et les revendications continuent d'être portées : la lutte des femmes continue !**



# FORMATION : OPPRESSION DES FEMMES ET CAPITALISME

Sans cesse, on veut nous faire croire à l'acquisition d'une prétendue égalité femmes-homme. Pourtant, le mouvement de cet automne a de nouveau démontré que les inégalités entre les genres sont toujours de rigueur : pour les femmes, la retraite est en moyenne inférieure de 38% à celle des hommes. Elles occupent les emplois les plus précaires, subissent les salaires les plus bas et les discriminations sexuées ! Et avec la crise, c'est aussi un retour à l'ordre moral qui aujourd'hui nous fait craindre pour nos droits. Plus que jamais, il est important de revenir sur ce qu'est l'oppression des femmes, comment le capitalisme s'en sert, quels sont ses mécanismes, mais surtout comment les combattre.

## Le capitalisme s'appuie sur l'oppression des femmes

Dans les années 70, les féministes se sont battues pour faire reconnaître l'existence d'une oppression spécifique des femmes. Elle constitue une forme de domination antérieure au capitalisme, qui a précédé l'apparition de la propriété privée dans les sociétés occidentales. Cette oppression est aussi spécifique car elle est transversale à tous les rapports sociaux et dépasse les oppositions de classe. On ne peut pas la réduire à une surexploitation des femmes, comme cela a pu être fait longtemps par les partis stalinien. Dans chaque groupe social, le groupe des hommes, si opprimé et si exploité soit-il, peut toujours opprimer le groupe des femmes. Cette oppression, liée en grande partie à la sphère du privé, rend difficile à la fois sa prise de conscience et l'émergence d'un processus collectif d'émancipation.

Si l'oppression des femmes naît bien avant le capitalisme, le système d'oppression des femmes qu'on appelle le patriarcat est récupéré et utilisé par ce système. Il repose sur deux principes : la division sexuelle (ou séparation des tâches) et la hiérarchie sexuelle (ou hiérarchie entre les tâches). Cette séparation vient de l'idée que les tâches entre les hommes et les femmes seraient complémentaires : les petites filles sont éduquées pour être soumises et cantonnées dans la sphère privée et auraient des tâches moins valorisées. Au contraire, les garçons sont éduqués pour être dirigeants. La hiérarchie de ces tâches, c'est l'idée que le féminin est construit dans un rapport inférieur au masculin. Le travail d'un homme vaudrait plus que celui d'une femme, que ce soit symboliquement ou financièrement.

Au XIX<sup>ème</sup> siècle, on assiste au développement du capitalisme moderne et de l'urbanisation et de l'industrialisation. Il s'accompagne de la séparation entre les lieux de production (les usines) et les lieux de reproduction de la force de travail (la sphère familiale). Les femmes s'occupent uniquement du foyer, les hommes de la production et donc de la sphère publique. En effet, le capitalisme a besoin de l'institution familiale et de la division sexuelle des tâches pour assurer la reproduction de la force de travail. Le travail domestique est un travail gratuit qui est assuré majoritairement par les femmes (encore aujourd'hui, les femmes assurent 80% du noyau dur des tâches domestiques), nécessaire pour renouveler la force de travail : préparer à manger pour être en forme pour travailler, élever des enfants qui seront la future main d'œuvre... C'est un travail gratuit des femmes bien utile au capitalisme.

## L'oppression spécifique des femmes dans le marché du travail

Avec le développement du capitalisme, naît le salariat féminin. Le boom économique de l'après seconde guerre mondiale se traduit par l'entrée des femmes dans le marché du travail et dans les emplois occupés jusque là par les hommes. Cependant le capitalisme ne peut se passer de la famille comme lieu de reproduction sociale, c'est pour cela que le salariat féminin entraîne une contradiction : il permet plus d'autonomie financière et personnelle mais les femmes continuent à s'occuper très majoritairement des tâches ménagères, c'est la double journée de travail. Comme elles continuent à être responsables des tâches domestiques, elles prennent aussi les boulots les plus précaires, à temps partiel, les moins valorisés, les moins payés, les emplois dits féminins (infirmières, femmes de ménages, secrétaires, etc.). Elles ont des salaires toujours plus bas que les hommes.

La domination se traduit par différents mécanismes : un surtravail et une exploitation plus forte (à travail égal salaire inférieur). Au niveau international, si on prend en compte le travail professionnel (rémunéré) et le travail domestique, le groupe des femmes produit un surtravail par rapport au groupe des hommes. Même le surinvestissement professionnel des hommes ne compense pas le temps consacré par les femmes au travail domestique. La domination, c'est aussi une absence totale ou partielle de droits. Les droits des femmes occidentales se sont évidemment élargis par leurs luttes et par le développement économique. Mais le droit d'une femme mariée au 19<sup>ème</sup> siècle était quasiment nul. La domination s'accompagne aussi d'une violence qu'elle soit directe ou non. Les violences conjugales, le viol, etc., sont toujours le lot quotidien de bien des femmes : tous les trois jours, une femme meurt sous les coups de son conjoint. Mais les violences envers les femmes sont aussi inscrites dans les mythes, les représentations, les discours qui visent à faire passer les inégalités sociales pour des données naturelles, à faire admettre ces inégalités comme un destin incontournable.

Depuis 2007, en France, le monde du travail est quasiment paritaire. Les hommes représentent 53% des salariés et les femmes 47%. Cependant de profondes disparités existent selon les secteurs d'activité. Les chiffres parlent d'eux même : 2/3 des emplois peu qualifiés ou dont les qualifications ne sont pas



reconnues sont occupés par des femmes, 82% des salariés à temps partiels sont des femmes et elles constituent 80% des salariés touchant moins que le SMIC. En moyenne, ce sont aussi des salaires inférieurs de 25% à ceux des hommes et 42% des mères isolées vivent sous le seuil de pauvreté. Elles ont bien plus souvent des carrières incomplètes, des périodes d'interruption, et partent donc plus souvent en retraite avec une pension incomplète. Les retraites des femmes en droits propres sont en moyenne inférieures de 48% à celles des hommes. Avec les dispositifs compensatoires, elles le sont encore de 38%. La contre-réforme des retraites est une aggravation de plus des conditions de travail et de vie des femmes.

## Une remise en question globale des droits des femmes

Dans cette période de crise, les femmes sont encore plus exposées aux reculs sociaux, économiques et idéologiques. Elles sont en première ligne des attaques patronales et gouvernementales. Si les licenciements ont particulièrement touché les hommes dans la première année de la crise, car le secteur industriel (notamment l'automobile) était l'un des plus affectés, les femmes occupant le plus souvent des CDD risquent le non-renouvellement de leur contrat, c'est-à-dire des licenciements qui ne disent pas leur nom.

Les nombreuses casses du service public, les privatisations touchent plus particulièrement les femmes qui forment la majorité des salarié-e-s dans les services publics. Elles sont aussi le groupe qui défend le plus ces services parce qu'il faudra assurer les tâches qu'ils prenaient en charges auparavant. La privatisation du système de santé, notamment avec la loi Bachelot (Hôpital patient santé territoire) ferme à tour de bras des services efficaces, compétents et répondant aux besoins de la population (maternité, centre IVG, urgences...). Les attaques actuelles sur les Universités vont toucher en particulier les étudiantes. La masterisation permet de mettre en place une main d'œuvre précaire en plaçant le bac+5 comme référence. Plus on monte dans le niveau des études, plus les hommes prennent une part majoritaire des diplômés.

Les droits acquis par les luttes féministes sont remis en cause par le retour à l'ordre moral. L'illusion que l'égalité femme-homme est aujourd'hui acquise est très présente via les discours des médias et du gouvernement. Mais elle s'accompagne d'idées encore plus réactionnaires : les post-féministes ou masculinistes. Ces nouveaux groupes partent du point de vue que le féminisme serait allé trop loin. Avec la recrudescence des mouvements « pro-vie », tout un ensemble de groupes tente d'attaquer les droits individuels des femmes à l'avortement, au divorce et à la protection contre les violences...

L'exploitation capitaliste, en se servant de l'oppression des femmes, permet au patronat de bénéficier d'une main d'œuvre toujours moins chère. Pour combattre l'oppression des femmes, il faut à la fois combattre le capitalisme et le patriarcat. Rompre avec le système capitaliste seul ne réglerait pas la question de l'oppression des femmes : elle existait bien avant le capitalisme et même dans les sociétés pré-classistes, c'est-à-dire avant la création de la propriété privée. L'idée que le combat contre l'oppression serait secondaire par rapport à la lutte des classes est une idée se retrouve souvent dans le mouvement ouvrier. Elle reproduit un discours de hiérarchisation à l'intérieur du mouvement des opprimé-e-s. Le féminisme est en difficulté depuis quelques années. Face à la crise et au retour à l'ordre moral, il est nécessaire de reconstruire un mouvement autonome des femmes leur permettant de diriger et d'organiser la lutte pour leur propre émancipation.

Mimosa (Comité jeunes Aix-Marseille)



## « POST-SCRIPTUM »

# POUR ALLER PLUS LOIN DANS LE DOSSIER

**Dans le tourbillon du féminisme et de la lutte des classes**

Pendant vingt ans, la revue « féministe-luttes de classes » les Cahiers du féminisme a tenté d'éclairer, par ses reportages et sa réflexion, les questions qui se posaient dans le bouillonnement (ou les reflux) du mouvement des femmes et du mouvement ouvrier.

Pour les rédactrices, membres de la LCR, il s'agissait de relire l'histoire et de s'emparer de l'actualité avec le regard de militantes salariées et syndicalistes, profondément engagées dans le combat féministe collectif.

Les auteurEs de ce livre, épaulées par une historienne féministe, tentent de faire partager les enthousiasmes et les interrogations qui ont été à la source de la publication, numéro après numéro, de cette revue originale à plus d'un titre. Au fil des chapitres, elles font surgir l'arrière-plan politique et militant qui a alimenté leurs rubriques et dossiers.

Josette Trat (coordinatrice), Les cahiers du féminisme (1977-1998), Editions Syllepses

**Le Sel de la Terre (Salt of the earth)**

À sa sortie, ce film a été censuré et a valu à ses auteurs de voir leurs vies détruites par le comité de activités anti-américaines (HUAC). Hommage aux grèves du sous-prolétariat des États-Unis, il raconte comment des femmes de mineurs prennent le relais de leur lutte après que leur grève a été interdite. En faisant le lien entre l'oppression des travailleurs et l'oppression des travailleurs sur leurs femmes, le film devient non-seulement pro-syndical, mais aussi magnifiquement féministe. C'est un hommage à la détermination des artistes à résister et à refuser de se taire.

Le Sel de la Terre (Salt of the earth), de Herbert Biberman USA, 1953, 1h35, NB, VO (sous-titrage français), avec Juan Chacon, Rosaura Revueltas, Will Geer

**Black feminism**

« Toutes les femmes sont blanches, tous les Noirs sont hommes, mais nous sommes quelques-unes à être courageuses ». Sous ce titre magnifique paraissait en 1982 aux États-Unis une anthologie



de textes fondateurs des études féministes noires : un titre qui dénonçait la double exclusion des femmes noires d'un féminisme blanc et bourgeois et d'un nationalisme noir sexiste. Ces féministes noires ont créé un mouvement politique d'une importance unique en ce que, d'emblée, il s'est constitué sur la dénonciation d'une oppression simultanée de race, de classe, de sexe et du modèle de sexualité qui va avec.

Black feminism, anthologie de féminisme afro-américain 1975-2000, Collectif, 265 pages, réédition avril 2010

Retrouvez toute notre sélection à la librairie La Brèche ([www.la-brèche.com](http://www.la-brèche.com))

**Fanny (Comité jeunes 92 Nord)**

## INTERNET, UN ESPACE DE LIBERTÉS ?

**Internet, qu'est-ce que c'est ?**

Le réseau Internet est le successeur de l'Arpanet, un réseau conçu dans les années soixante par la défense américaine en coopération avec des universités. Le but était de concevoir un réseau de communication capable de résister à n'importe quelle attaque. C'est pourquoi l'Internet a été conçu dès l'origine pour fonctionner de façon complètement décentralisée.

Le principe de base est de relier entre eux les différents réseaux qui existent. L'accès au "réseau des réseaux" s'est ensuite démocratisé, d'abord dans les universités, les entreprises et enfin chez les particuliers.

**Comment ça marche ?**

Du fait de sa conception décentralisée, il est relativement compliqué, mais pas impossible, de contrôler les informations qui circulent sur Internet. Pour bien comprendre, il faut distinguer les fournisseurs d'accès à internet (FAI) et les fournisseurs de services (Facebook, Twitter, Youtube...).

Les FAI, en fournissant un accès à leur réseau, sont naturellement en position de surveiller et de contrôler l'utilisation qui en est faite. Ainsi, dans tous les pays du monde, on observe que les FAI se comportent en bon petits soldats du capitalisme lorsqu'il s'agit d'appliquer les directives des états visant à filtrer certains contenus ou certains mots clés.

Concernant les fournisseurs de contenus, les principales plateformes de diffusion sont concentrées sous le contrôle de grands groupes capitalistes. On y observe une censure en temps réel, auquel chacun est invité à participer en signalant les "contenus inappropriés". Un contenu polémique peut facilement être classé comme inapproprié et il sera alors censuré sans appel possible. Les fournisseurs de contenus ont également l'habitude de filtrer leur résultat de recherche en fonction des pays.

Toutes ces limitations peuvent être contournées, par exemple en utilisant un "proxy" : cela consiste à se connecter à Internet via un autre ordinateur, situé dans un pays où la législation est plus souple. Cependant, tout le monde n'est pas en mesure de faire ce genre de manipulations, et dans tous les cas, cela nécessite de faire confiance à la personne qui contrôle l'ordinateur qui sert de relais.

**Un réseau trop ouvert, c'est pas bon pour les affaires !**

Afin de permettre à différents ordinateurs de se connecter à un réseau, il est nécessaire de définir des standards techniques : ce sont les "règles du jeu" à respecter pour pouvoir se connecter au réseau et y échanger des informations. Afin de garantir au maximum les libertés de tous, ces règles du jeu devraient être déterminées de façon démocratique.

Malheureusement, les commissions de normalisation internationale sont plutôt un théâtre d'affrontement entre lobbys : pour les capitalistes, l'enjeu est de faire breveter comme standard des technologies sur lesquels ils détiennent des brevets, afin de s'assurer de confortables rentes de situation.

Par ailleurs, depuis l'invention du "Web 2.0", où les utilisateurs fournissent eux même les contenus, on observe un phénomène de concentration du capital. Un des poids lourds du secteur, Facebook, est valorisé en bourse à plus de 50 milliards de dollars. Cela représente plus de 100 \$ par compte utilisateurs existant, ou encore 50 fois le chiffre annuel de l'entreprise.

Cette bulle, dans laquelle on retrouve des noms connus, tel que Goldman Sachs, a pour origine la bataille qui fait rage dans les hautes sphères du capitalisme afin de savoir qui aura le contrôle de "l'identifiant unique" : un compte unique que les internautes accepteraient d'utiliser partout, que ça soit pour faire leurs courses ou pour discuter avec des amis. C'est le Saint Graal du marketing direct, qui consiste à cibler chaque consommateur selon ses goûts.

**Internet, un média émancipateur ?**

On a observé au cours des récentes révolutions tunisienne et égyptienne, qu'Internet a été un formidable outil de communication, en permettant aux manifestants de se coordonner et au reste du monde d'être au courant de la marche des événements. Il ne faut cependant pas sacraliser le rôle que peut jouer Internet dans les mouvements sociaux, car toute évolution technique possède ses limites.

Bien qu'Internet se soit largement démocratisé depuis l'an 2000, les personnes ayant vraiment les moyens de s'y faire entendre ne sont pas forcément représentative des sociétés dans lesquels elles vivent. De plus, les plateformes les plus largement utilisées (Facebook, Twitter,...) sont sous le contrôle de capitaux états-uniens. Dans les cas tunisiens et égyptiens, on peut supposer une passivité bienveillante de la part de Washington. On peut aussi s'interroger sur ce qu'il adviendrait de la liberté d'expression si jamais le cours des événements devenait incompatible avec les intérêts impérialistes dans la région.

Le développement des réseaux, en facilitant les échanges d'informations, rend plus concret que jamais l'ouverture de la comptabilité des entreprises ou encore la planification démocratique de la production à l'échelle internationale. Encore faut-il savoir qui maîtrise ces nouveaux moyens de communication...

**Alexis**

**(Comité jeunes 92 Nord)**



# Universités : Loi Adnot, Plan Licence...

## Le Gouvernement repart à L'OFFENSIVE

En plein mouvement sur les retraites, un sénateur UMP, Philippe Adnot, fait une proposition de loi qui permet de compléter les dispositifs de la LRU votée en 2007. Elle vise notamment à rendre possible la délivrance de diplômes par les PRES (Pôles de Recherche et d'Enseignement Supérieur) qui peuvent regrouper universités publiques et privées, collectivités territoriales et entreprises. Il est possible que ces PRES soient dirigés par des « personnalités extérieures » comme à Clermont-Ferrand où un responsable

régional d'EDF vient d'être nommé président du PRES « Clermont Universités ». Cette loi vise donc à étendre la logique d'autonomie/privatisation et systématiser des pratiques déjà en vigueur, avec la multiplication de diplômes co-habilités avec le privé (universités catholiques, grandes écoles...) et renforcer le poids des entreprises notamment via les fondations qui leur permettent de financer et développer des formations qui répondent à leurs besoins<sup>(1)</sup>.

Plus récemment, Valérie Pécresse a annoncé la réouverture de l'arrêté licence, texte qui fixe les règles concernant l'organisation des études et les modalités d'examens en premier cycle. Les propositions peuvent se résumer à une volonté de réduire la licence à un rôle de professionnalisation, adapter les étudiants à un poste de travail, tout en continuant à détruire le rôle protecteur du diplôme. Dans certaines universités (Bordeaux, Paris 2-Assas par exemple), les administrations ont procédé à la création de licences à parcours différenciés, avec des licences dites « renforcées » pour les meilleurs étudiants qui sont recrutés sur dossier à la sortie du bac.

Désormais, il est possible de faire les mêmes études, dans une même fac mais de ne pas avoir le même diplôme. Le gouvernement cherche par ce biais à étendre le régime de précarité. Le patronat a besoin d'une main d'œuvre bien formée mais qui ne dispose pas de moyens de se défendre et soit discipliné au travail salarié. Le développement de l'apprentissage, les stages, modules de professionnalisation et mêmes certains cours d'informatique et de langues sont autant de moyen pour inculquer les logiques d'exploitation auxquelles nous devrions nous soumettre.

Sur les universités, le second semestre est un moment au cours duquel nous pouvons discuter avec les étudiants sur ces questions et poser dès maintenant la perspective de la grève pour la rentrée 2011, moment où l'arrêté licence est censé entrer en vigueur après rédaction pendant l'été. Les congrès des syndicats étudiants UNEF et Sud-étudiant doivent également servir de moments pour convaincre l'ensemble des militants syndicaux de la nécessité de préparer une mobilisation d'ampleur.

<sup>(1)</sup> Sur Aix-Marseille 2 existe une fondation « Santé, sport et développement durable » en partenariat avec des laboratoires pharmaceutiques (Roche) et Décathlon. Des chaires (postes de professeurs) sont financées par la fondation et répondent aux besoins des entreprises, notamment pour la formation de futurs cadres.

XXX (Comité jeunes YYY)



## Lutte des quoi ?!

Début janvier, 2 500 profs de SES ont publié une pétition contre la disparition de la notion de classes sociales dans les programmes à la rentrée 2011. Le gouvernement tente par tous les moyens (patriotisme imposé, débats sur l'identité nationale...) d'unir patrons et travailleurs dans une alliance nationale sacrée : les uns créent la crise, les autres la paient. Pourquoi donc apprendre aux jeunes que, selon certains auteurs comme Marx, la société est

divisée en classes sociales, qui n'ont pas les mêmes intérêts ?

De toutes manières, quand plus de 50% des étudiants et de plus en plus de lycéens se salarient pour payer leurs études, que l'apprentissage et la professionnalisation se généralisent et que le patronat entre dans la gestion des établissements publics... La lutte des classes devient une réalité quotidienne !

## Livre noir du financement des lycées privés d'Île de France

Le groupe Front de gauche et Alternatifs du conseil régional d'Île-de-France a publié un « Livre noir » dénonçant les subventions aux bahuts privés, au-delà de ce qui est imposé par la loi... Elles représentent plus de 20 millions d'euros. Les lycées privés reçoivent une dotation de plus de 2500 euros par élève contre 1600 euros pour le public ! Une dotation spéciale a été allouée à un nouvel établissement, le Lycée Jean-Paul II (sic) de Sartrouville ! Les élus du PG et du PCF sont bien placés pour le savoir, eux qui ont voté tous les budgets de 1998 à 2010 et se sont fait élire sur la liste de la majorité PS-

Europe écologie qu'ils dénoncent aujourd'hui. En tous cas, nous serons dans les lycées pour exiger l'arrêt des subventions au privé et leur versement au public !

## Sans-papiers en Grèce

Le 25 janvier, à Athènes trois cents immigrés ont entamé une grève de la faim pour la régularisation de tous les sans-papiers. Ils occupent la fac de droit, car la police n'a pas le droit d'intervenir sur un campus. Mais de la droite au PS, une propagande énorme et relayée dans les médias remet en cause l'asile universitaire. Quant au PC, il n'a rien trouvé de mieux que de dénoncer les forces

politiques anticapitalistes qui soutiennent la lutte, les taxant de récupération politique...

Le blog des grévistes en anglais :

<http://hungerstrike300.espivblogs.net/call-for-solidarity>

<http://en.contrainfo.espiv.net>

## Indignez-vous : encore une raison !

L'auteur du best-seller de l'hiver, Stéphane Hessel s'est vu retirer la réservation de salle accordée pour une conférence à l'École normale supérieure de Paris le 18 janvier. Le CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) a revendiqué cette censure. Pour cette institution qui ne représente qu'elle-même critiquer la politique israélienne c'est être antisémite. Alors quand un ancien résistant, juif de surcroît, ose soutenir la campagne de Boycott, désinvestissement et sanctions, c'est tout une argumentation qui s'écroule. Heureusement, la ministre de

l'enseignement supérieur Valérie Pécresse et d'éminentes personnalités comme Bernard-Henry Lévy et Alain Finkielkraut sont intervenus pour faire annuler la conférence. Résultat, elle s'est tenue dehors avec 1500 personnes, sans doute bien plus que ce que la conférence aurait rassemblé ! Le CRIF a bien dû s'indigner !

La vidéo : [http://www.youtube.com/watch?v=2C-ApT1Q3Is&feature=player\\_embedded#at=740](http://www.youtube.com/watch?v=2C-ApT1Q3Is&feature=player_embedded#at=740)

# MASTERISATION : STAGIAIRE ET PRIVÉ DE SALAIRE !

La nouvelle est tombée en décembre, venue d'un décret faisant partie intégrante de la réforme de la masterisation : les stagiaires non admissibles au concours du professorat des écoles ne seront pas payés pour leur stage en responsabilité. « Stage en responsabilité », à nuancer, puisque pour cette étape-là, ils ne seront pas tous seuls dans leur salle de cours. L'enseignant fixe de la classe restera avec eux et les laisseront en champ libre le temps qu'il souhaitera.

Le but premier du gouvernement est de précariser l'Éducation nationale pour affaiblir, individualiser le corps enseignants et finalement remettre en cause les statuts de la profession ; ce qui devrait être fait via les actuelles discussion sur les « rythmes scolaires ».

Cette nouvelle provocation est d'autant plus intolérable qu'on a explicitement demandé aux étudiants de cesser toute activité professionnelle durant leur master pour se concentrer sur la quantité de travail à fournir (stage, mémoire, concours...) en leur promettant une compensation financière via le stage.

Immédiatement, les étudiants en formation des master enseignement, qu'ils aient été admissibles ou non, ont commencé à s'organiser en assemblées pour obtenir ce qui est dû à ces heures de travail. Des manifestations ont eu lieu ainsi que des blocages. Les étudiants de Livry-Gargan sont allés manifester leur colère devant le rectorat de Créteil. Eux et l'IUFM de Torcy ont eu gain de cause, mais pas l'IUFM de Bonneuil.

Par cette nouvelle démonstration, la masterisation montre bien son caractère anti-social : seuls les étudiants ayant les moyens de suivre la formation sans travailler seront capable d'aller au bout. Les étudiants ne pouvant investir dans ces années d'études supplémentaires sont mis de côté.

**Frédéric (Comité jeunes Créteil)**

## G8 des UNIVERSITÉS

À l'initiative de la Conférence des présidents d'universités (CPU) se tiendra du 5 au 7 mai le G8 des universités, au sein du PRES (pôle de recherche et d'enseignement supérieur) regroupant les universités de Dijon et Besançon.

### Ils mondialisent les attaques

Les présidents d'universités et les ministres de l'enseignement supérieur des différents pays vont se réunir en parallèle du G8 prévu les 26 et 27 mai à Deauville. Le but est d'amplifier le processus de restructuration et de mise en concurrence des universités aux échelles nationale et internationale. Ce n'est pas pour rien si la CPU, qui vient de signer une convention avec le MEDEF, a proposé le PRES de Dijon/Besançon pour tenir ce sommet. Elle déclare que « cette réunion aura pour objectif de promouvoir la manière dont l'université et le développement de l'économie de la connaissance peuvent influencer sur les changements sociaux et environnementaux ». Il s'agit bien de mettre l'enseignement supérieur au service des intérêts capitalistes. D'un côté en développant des pôles d'excellence à « rayonnement international » à la botte des multinationales (PRES, projets IDEX...). De l'autre, en adaptant les diplômes aux besoins locaux du patronat en « améliorant la relation des universités à leur territoire ».

### Mondialisons nos résistances !

Pour une majorité de jeunes, ce qui s'annonce c'est la précarité à vie. Des diplômés déqualifiés et non reconnus, adaptés à un poste de travail, les bas salaires et le chômage. En France, des batailles locales contre les conséquences de la restructuration de l'enseignement supérieur doivent être menées. C'est par ces batailles que nous préparerons le mouvement d'ensemble qui inversera le sens de la vapeur. À l'heure actuelle, c'est contre cet avenir de précarité que des mobilisations éclatent un peu partout. Que ce soit en Europe, ou aujourd'hui au Sud, la jeunesse se retrouve à la pointe des luttes. La classe dirigeante peut compter sur nous pour s'opposer à son projet et refuser de payer la crise de son système.

Le contre-sommet de l'éducation à Dijon, sera, tout comme la manifestation à Deauville, l'occasion de créer des liens militants à l'échelle internationale sur toutes ces questions. Plusieurs actions telles que des conférences, débats, manifestations sont envisagées. Les capitalistes s'organisent pour casser notre avenir et nous faire payer leur crise. Saisissons-nous de ces échéances pour organiser la résistance !

**Damien (Comité jeunes de Reims)**

## Marine Le Pen en a rêvé...

Au moment de remplir leurs vœux sur Admission post-bac, des jeunes immigrés ont découvert que l'inscription en IUT, pour une formation en apprentissage, était réservée aux élèves de nationalité française ! Le motif invoqué du ministère ? La lutte contre le travail des sans-papiers ! C'est vrai que les apprentis et les sans-papiers sont les

catégories les plus surexploitées en France... Alors cumuler les deux ne doit pas être aisé ! Appliquer la préférence nationale, mesure phare du FN depuis plus de vingt ans, c'est sans doute plus facile que de dire qu'une carte d'étudiant est égale à une carte de séjour...

### ... APB l'a fait !

Du reste, le fait que le logiciel APB connaisse automatiquement la nationalité des candidats au bac est un grave problème. C'est par ce genre de recensements informatiques que les Préfectures peuvent expulser des jeunes le jour de leurs 18 ans. Dans le 92, les réseaux Éducation et Université

sans frontière mettent en place des permanences pour les jeunes majeurs sans-papiers. Il vaut mieux se signaler avant qu'il ne soit trop tard, car les ministères de l'Éducation et de l'Intérieur ne s'en privent pas !

## Lutte pour un BTS à Poissy

Avec plus de 30 étudiants par classe, le BTS comptabilité-gestion du lycée Le Corbusier de Poissy (78) scolarise des élèves issus de bac pro et des étudiants réorientés. Le gouvernement ne dit-il pas vouloir envoyer plus de monde vers les filières courtes ? L'annonce de la fermeture de ces classes a donc surpris beaucoup de monde, mais ce n'est pas un hasard. Avec l'assouplissement de la carte scolaire, le lycée connaît des baisses d'effectifs au profit d'autres établissements du bassin, réputés

meilleurs. Les étudiants, lycéens et enseignants qui ont débrayé et accroché des banderoles à l'entrée du bahut ont tellement mis la pression sur la ville que le maire (PS) et le député David Douillet (UMP tendance judo) leur ont apporté leur soutien. À moins que Douillet aille faire quelques O-Uchi-Gari à Chatel, c'est bien un mouvement contre toutes les suppressions de postes et les réformes de l'Éducation qu'il faut construire !

## Même eux s'y mettent !

Nos proviseurs sont rarement des partisans de la grève. Envoi de flics, lettres aux parents, conseils de discipline... Leurs armes sont souvent très efficaces. Pourtant, dans les académies de Lille, Rennes et Strasbourg, les trois principales organisations, SGEN-CFDT, SNPEN-UNSA, Indépendance et Direction (très à droite), ont appelé au boycott des réunions prévues en février dans les rectorats sur la réforme du lycée. Ils voulaient ainsi protester contre les suppressions

de postes et la présence des établissements privés à ces réunions. Bon, boycotter une réunion, c'est pas le plus radical... Mais pour des proviseurs, se priver de petits fours avec le recteur, c'est énorme ! Et à Poitiers, les proviseurs et personnels de direction sont carrément descendus dans la rue le 12 février ! Un événement qui en dit long - et à ressortir chefs d'établissements sur les prochaines blocages !

## L'Agrég bientôt condamnée

Le Bulletin officiel du 27 janvier ne faisait pas état de l'ouverture de concours d'agrégation en lettres classiques, en lettres modernes et en physique pour la session 2012. Les lettres classiques, filière « inutile » par excellence dans l'esprit de Sarkozy, sont les plus touchées par les baisses de postes aux concours depuis des années. Quant à l'agrég,

combien de temps sera-t-elle maintenue, alors qu'elle peut être passée avec un bac+4, contre un bac+5 pour le CAPES ? Des enseignants mieux payés, avec un service inférieur à celui des certifiés, le gouvernement ne laissera pas cette situation durer longtemps !

## Clermont-Ferrand : un choix foudroyant !

Clermont-Ferrand était longtemps connue comme « la » ville de la famille Michelin : écoles, hôpitaux, hospices, logements... Tous appartenait au grand industriel. Sommes-nous revenus aux années 1930 ? Le 7 février, c'est un autre patron, celui du groupe EDF dans la région Auvergne, qui est devenu...

Président du Pôle de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) « Clermont Université ». Des représentants des entreprises dans les conseils, c'est scandaleux mais on avait l'habitude. Mais à la tête d'une fac, c'est quand même un sacré recul... Et on appelle ça la « modernisation » !

## « Trop de profs »... Vraiment ?

6,1 prof pour 100 élèves, contre plus de neuf en Suède, en Grèce ou au Portugal... La France est dernière de l'OCDE pour le taux d'encadrement ! Ce chiffre date de 2007. Depuis, 50 000 postes ont disparu ! C'est Centre d'analyse stratégique, une institution placée auprès du Premier ministre dans un rapport paru en février. Déjà, dans un rapport de mai 2010, la Cour des comptes soulignait que

la France consacrait moins de moyens en primaire que la moyenne de l'OCDE...

Alors, le gouvernement, toujours occupé à regarder comment ça se passe ailleurs pour faire des attaques ici... Quand est-ce qu'on se remet à embaucher des profs ?



# LES RÉVOLUTIONS EN MARCHÉ DANS LE MONDE ARABE



## Le monde arabe en ébullition

### Desserrer l'étouffement de la dictature et de l'impérialisme

Les révolutions en cours dans le monde arabe sont les premières révolutions en rapport avec la crise actuelle du système capitaliste. Elles éclatent dans des maillons faibles de la mondialisation capitaliste. Combinant questions sociales et questions démocratiques les révolutions tunisienne et égyptienne ont provoqué une véritable onde de choc dans l'ensemble du monde arabe et au-delà : insurrection en Libye, soulèvements/révoltes au Soudan, en Jordanie, au Yémen, à Bahreïn...

Il est encore trop tôt pour mesurer l'ensemble des effets de ces révolutions en cours dans le monde arabe sur la situation et les rapports de force. Mais une chose est certaine : il s'agit d'un tournant majeur dans la lutte des classes qui modifie en profondeur la donne dans la situation internationale.

De même l'issue des processus révolutionnaires en cours est encore incertaine. Dépourvus de véritable direction politique, ils opposent des forces favorables à la rupture révolutionnaire et des forces qui défendent la continuité avec le système et l'ordre établi.

Les révolutions en cours en Tunisie et en Egypte font une démonstration exemplaire aux yeux des jeunes et des salariés du monde entier : c'est possible de changer les choses par des mobilisations de masse, en ne comptant que sur nos propres forces. C'est la lutte qui a permis de dégager Ben Ali et Moubarak, les manifestations de masse, les grèves, les occupations et rien d'autre. Ces exemples concrets de révolution à l'œuvre sont un formidable encouragement pour l'ensemble des jeunes et des travailleurs qui partout dans le monde refusent eux aussi de payer les frais d'une crise qui n'est pas la leur. Tout cela donne une actualité supplémentaire au projet de renversement du capitalisme et de la construction d'un parti en ce sens.

Là-bas comme ici, les jeunes jouent un rôle certain dans le déclenchement, la radicalité des mobilisations. Nous pouvons observer de nombreuses préoccupations communes entre la jeunesse de pays européens et celle du monde arabe autour du chômage, de la précarité, de la dévalorisation des diplômés et le sentiment de n'avoir aucun avenir dans cette société.

*Alors, du Sud au Nord de la Méditerranée, pas question de payer la crise du capitalisme !*

*Du Sud au Nord de la Méditerranée, les Ben Ali, Moubarak, Kadhafi, Sarkozy, Berlusconi... doivent dégager !*

# L'Égypte explose et envoie Moubarak en vacances

Le monde arabe tremble, et l'épicentre s'est déplacé de Tunis vers Le Caire. La force du mouvement populaire a balayé toutes les considérations géostratégiques : accords avec Israël, soutiens des États-Unis et des dirigeants arabes... Le soulèvement a permis de démasquer ces mêmes dirigeants qui ont soit applaudi la répression soit fermé les yeux sur les centaines de morts causées par le régime.

## L'aboutissement d'années de luttes

Le mouvement égyptien n'est pas une réaction spontanée à la chute du régime tunisien. Il est le point culminant de plusieurs années de luttes contre les guerres impérialistes soutenues par Moubarak (Irak, Palestine), l'absence de droits démocratiques et la situation sociale du pays. Une série de grèves et d'émeutes avait été provoquée en avril 2008 par la hausse des prix des matières premières. Ces colères ont convergé pour faire tomber Moubarak, avec le soutien d'une partie de la bourgeoisie égyptienne. Malgré le départ de Moubarak, l'armée tient les rênes et dispose des moyens de répression pour écraser le mouvement. Comme en Tunisie, la question est ouverte : amender la constitution, mais pour quoi faire ? Accepter une assemblée constituante, mais dans quelles conditions, élue par qui ? Dans le cadre de circonscriptions électorales dessinées par le pouvoir ou d'assemblées dans les quartiers ? Tout cela déterminera la portée du mouvement.

Il faut également suivre avec attention les processus à l'œuvre chez les travailleurs, la volonté de construire des organisations ouvrières (syndicats, partis) qui ne soient pas inféodés au pouvoir en place. Perceptible avant la révolte de janvier, cette tendance s'est accélérée avec la création de syndicats indépendants dans plusieurs secteurs, répondant à la relative inertie des organisations actuelles.

## Un mouvement, beaucoup d'enseignements

La révolte égyptienne risque de devenir un cas d'école : des grèves de masses (les appels à la grève générale ont été quasi quotidiens à partir du 25 janvier), des manifestations de rue impressionnantes défiant couvre-feux et état d'urgence des semaines durant, des manifestants faisant face tour à tour à la police, l'armée et aux attaques répétées de pro-Moubarak, des

organisations de tous bords devant faire front commun dans le sillage du peuple, n'acceptant comme seule issue que la chute de Moubarak et de son régime.

Il y aurait de nombreuses leçons à tirer, notamment sur l'organisation entre les manifestants qui ont fait face à la censure des médias (la chaîne d'État égyptienne diffusait en boucle des émissions appelant à la « défense de l'Égypte »), le blackout des réseaux téléphoniques et d'Internet... De nombreux comités de quartiers se sont constitués pour défendre les habitants des provocations policières. Reste à savoir s'ils ont réussi à devenir des cadres de discussions politiques et d'organisation de la vie quotidienne pour notamment faire face aux pénuries qui ont touché le pays.

Beaucoup d'images ont montré les affrontements violents avec les « pro-Moubarak », dès lors comment se sont organisées la défense collective, la constitution de groupes de défense permettant de faire face aux partisans de Moubarak, armés et prêts à tuer ?

## Une révolution contre l'impérialisme

La situation nous interpelle enfin sur le poids de l'impérialisme au Moyen-Orient. Les États-Unis ont joué un rôle central dans les tractations, afin de trouver une issue leur permettant de garantir leurs intérêts et ceux de leurs alliés dans la région (Israël, Arabie saoudite). Les discussions menées directement par les services US avec des « opposants » égyptiens (comme El-Baradei) ont montré au grand jour d'où viennent les décisions. On peut également interpréter la tentative d'écrasement du mouvement par des vagues de contre-manifestants comme une tentative



de Moubarak de régler seul le problème, alors qu'il était lâché par l'administration Obama. L'indépendance de l'Égypte vis-à-vis des impérialismes occidentaux reste un combat décisif qui peut chambouler les rapports de force dans le Monde arabe.

Il ne suffira pas d'une démocratie formelle qui donne l'illusion d'un progrès et d'une mue du régime. Tous les peuples du monde arabe ont les yeux rivés vers Le Caire et scrutent chaque pas en avant en direction d'une révolution totale. Elle abattrait non seulement les dictateurs mais aussi l'armée et son double-jeu et toutes les forces impérialistes qui voient dans l'Égypte un pivot de leur « politique arabe ». À l'heure où nous écrivons ce dossier, l'armée égyptienne appelle à l'arrêt des grèves et des manifestations. Pour notre part nous soutenons la jeunesse et les travailleurs dans leur lutte pour l'émancipation, face à tous les despotes, qu'ils soient arabes, européens ou américains, à la tête de l'État ou dans les entreprises... Cette révolution reste à construire.

**Hichem (Comité jeunes Sorbonne)**

# Le monde arabe en ébullition

## Jordanie

En avril 1989, la Jordanie connaissait d'importantes émeutes contre la hausse des prix imposée par l'application d'un plan structurel du FMI. Ces révoltes se reproduiront dans les années 1990 et trouvent aujourd'hui les mêmes fondements. Difficultés économiques, Dette extérieure importante, la population est la première à en payer le prix. Les manifestants dénoncent la corruption du régime, avec le sentiment que le pouvoir s'en met plein les poches. La Jordanie, royaume allié d'Israël et des États-Unis, a été l'un des premiers pays arabes touchés par des manifestations qui ont réuni militants de gauche et islamistes, unis par la volonté de faire tomber le gouvernement et de limiter les pouvoirs du roi Abdallah. Un premier remaniement, a eu lieu début février, le roi faisant le choix de changer de premier ministre. Le nouveau numéro 2 du régime, Marouf Bakhit, est un ancien conseiller militaire du roi, impliqué dans des fraudes électorales et ancien ambassadeur en Israël. De quoi respirer le changement !

## Bahreïn

L'une des monarchies pétrolières du golfe est secouée par un important mouvement qui réclame la tête du gouvernement et celle de la monarchie régnante (famille Al-Khalifa). Dans un pays où le parlement n'a qu'un rôle consultatif, la population réclame une extension de ses pouvoirs et des avancées vers un gouvernement démocratiquement élu. Depuis plusieurs mois, une répression s'abat sur les opposants et sur des religieux chiites accusés de fomenter des coups d'état contre la dynastie Al Khalifa d'obédience sunnite. Pourtant même si le conflit est présenté sous des aspects religieux, dans la pratique ce qui est réclamé est une limitation des pouvoirs du roi et une amélioration des conditions de vie. Aujourd'hui le pays est sous haute surveillance, après l'annonce de l'Arabie Saoudite d'envoyer des chars en soutien à l'armée bahreïnienne. Le pays abrite également l'une des plus grandes bases américaines dans le Golfe, avec une quinzaine de navires et plus de 3000 marins. Les États-Unis ont à l'occasion renouvelé leur soutien à la dynastie Khalifa qualifiée d'ouverte au dialogue, alors que sept personnes ont déjà été tué dans les rues de la capitale Manama. Après la démission de l'opposition au parlement, il semble que s'entame un bras de fer à huis-clos, cerné par les forces saoudiennes et étasuniennes prêtes à étouffer la révolte pour préserver revenus pétroliers et leur influence dans la région.

## Yémen

Au Yémen, la jeunesse est aux avant-postes de la révolte. Ce sont les étudiants qui les premiers sont descendus dans la rue pour réclamer le départ d'Ali Abdallah Saleh au pouvoir depuis 1978. Le pays est miné la corruption et le clientélisme, la majorité de la population touchée par la pauvreté et/ou le chômage (le Yémen est le pays le plus pauvre du monde arabe). Le Yémen est également régulièrement agité des révoltes autonomistes et sécessionnistes sur fond de division religieuse. L'opposition yéménite (islamistes, socialistes) a du se ranger derrière les étudiants face à l'ampleur de la révolte et la répression du pouvoir. Comme Ben Ali, Saleh a tenté de calmer la révolte en annonçant qu'il ne se représenterait pas aux prochaines élections en 2013, sans succès.

Le mouvement de révolte est aujourd'hui confronté à une répression importante (avec plusieurs dizaines de morts) et également des contre-manifestations orchestrées par le pouvoir et qui s'attaquent aux rassemblements anti-gouvernementaux. Le Yémen représente par ailleurs un intérêt stratégique. Le pays est considéré comme « un foyer du terrorisme islamiste ». Saleh est ici allié aux États-Unis et à l'Arabie Saoudite dans une politique d'éradication des groupes islamistes actifs au Yémen, notamment chiites qui sont présentés comme bénéficiant du soutien de l'Iran. Pour les États-Unis, la chute de Saleh représenterait une incertitude sur la possibilité de mener cette politique, la chute du régime dépendant donc de la volonté d'Obama de fermer les yeux sur les revendications démocratiques et la répression en cours.



# Tunisie : C'est loin d'être fini !

Depuis 2003, de nombreuses luttes ont été déclenchées par l'Union générale des jeunes diplômés au chômage. Le mouvement qui a entraîné la chute de Ben Ali est la jonction d'un ras-le-bol populaire de la répression et du chômage.

## En finir avec le colonialisme

Nos médias ont beau jeu de dénoncer la « corruption » du régime. Une poignée de bourgeois locaux, la famille Trabelsi et quelques uns de ses amis (comme Aziz Miled, l'hôte d'Alliot-Marie) a accaparé les richesses du pays. Mais ceux qui contrôlaient réellement l'économie étaient des Occidentaux.

Les firmes multinationales, notamment françaises n'avaient aucun problème à verser de l'argent aux hommes d'affaires et aux familiers du régime. L'économie de la Tunisie n'est pas caractérisée par la « corruption », mais par la domination étrangère.

Ce n'est pas la majorité du peuple qui porte les vêtements fabriqués dans les usines textiles de Tunis, qui descend dans les hôtels d'Hammamet ou qui utilise le phosphate extrait des mines du bassin de Gafsa ! Dans un tel système, il n'y a pas besoin de jeunes diplômés. Les dirigeants des boîtes sont occidentaux et ne recrutent que de la main d'oeuvre peu qualifiée, et sous-payée.

## Pouvoir aux travailleurs !

Les revendications sociales ne seront satisfaites que par l'indépendance réelle du pays. Or, les bourgeois tunisiens, dépendants de leurs protecteurs étrangers, seront incapables de la réaliser.

Seuls les travailleurs et les travailleuses, les ouvriers du textile et de l'équipement automobile, les mineurs de Gafsa, les employés du secteur touristique ou de la téléphonie et les petits paysans peuvent réquisitionner leurs outils de travail, mettre l'économie sous leur contrôle, la tourner vers la satisfaction des besoins.

Un pays seul ne saurait changer si radicalement le fonctionnement économique international. La classe ouvrière a besoin de s'organiser indépendamment des serviteurs de la mondialisation et de se lier aux organisations de travailleurs du reste du monde. En France, nous devons mener des campagnes coordonnées avec les syndicalistes de Tunisie contre « nos » entreprises qui s'engraissent sur le dos des pays du Sud (1).

## Les contre-pouvoirs

Le processus révolutionnaire a besoin d'un contre-pouvoir capable de concurrencer le vieil appareil d'État après le départ de Ghannouchi. L'Union générale des travailleurs de Tunisie (UGTT) ne peut que partiellement jouer ce rôle : du temps de Ben Ali, sa direction était totalement intégrée au pouvoir. Elle a collaboré à la répression des grèves du bassin minier de Gafsa en 2008 ! Mais des sections bénéficient d'une relative autonomie et sont à la pointe de l'opposition.

Indépendamment de toute structure syndicale ou politique, la place de la Kasbah, devant le siège du gouvernement, est devenu le lieu de rassemblement des « caravanes de la liberté » venues demander le départ de Ghannouchi. C'est le lieu d'auto-organisation d'un peuple qui refuse de se faire confisquer sa révolution. Dans d'autres villes du pays existent des comités populaires, qui remplacent les préfets de province expulsés par le peuple.

Enfin, la « société civile », les organisations de défense des droits de l'Homme et surtout le mouvement féministe, se structurent depuis plusieurs années et réfléchissent à l'orientation à donner au processus.

Pour coordonner ces contre-pouvoirs, il faut une direction, un état-major de la révolution. Le « Front du 14 janvier », regroupement de partis de gauche pour revendiquer une assemblée constituante, est sans doute le meilleur point d'appui. Mais le changement total ne se fera pas d'un coup. Il faudra encore en passer par de nombreuses luttes dans les entreprises, par un affrontement avec les forces armées de l'État, les dictatures voisines et les puissances du Nord. Il faudra que la question du pouvoir se pose et que de nouvelles formes de démocratie soient expérimentées dans les entreprises, les quartiers, les villes, les régions... La route est encore longue. Mais le peuple tunisien a ouvert une voie qui ne se fermera pas de sitôt !

**JB (Comité jeunes 92 Nord)**

(1) Par exemple Danone, Sanofi-Aventis, Lacoste, Valeo, Sagem, Fram, Accor, le Club-Med, la BNP-Paribas, la Société générale, la Caisse d'épargne, Téléperformance, Orange, Carrefour, Casino...

# Le soutien aux révolutions en France

Ben Ali a fui, mais la victoire totale du peuple tunisien n'est pas encore sûre. Plus encore qu'hier, nous nous devons d'allier nos voix aux leurs afin de faire parvenir en France le souffle révolutionnaire qui agit là-bas, de crier notre soutien au courage des peuples, et nous organiser pour, tous ensemble, répandre cet espoir né des soulèvements arabes !

## S'organiser localement !

Il faut continuer à créer des collectifs unitaires locaux en soutien aux processus révolutionnaires, comme le Collectif de solidarité avec les luttes des habitants de Sidi Bouzid Éducation nationale région parisienne ; à multiplier les rassemblements, les manifestations et les diffusions de tracts, comme ce fut le cas à Rouen le 3 février. Il est indispensable d'apporter notre soutien aux communautés tunisiennes présentes en France et d'oser dénoncer l'impérialisme dévastateur !

## Rassembler, et dénoncer !

Dans nos facs, nos lycées, nos boîtes, nous devons organiser des réunions publiques, des débats autour de la question, afin d'expliquer le rôle de l'impérialisme, ses méfaits et les processus Éducation nationale cours. Il faut prendre des initiatives pour dénoncer les relations franco-tunisiennes, les grands promoteurs de l'ex-dictature de Ben Ali, mettre Éducation nationale difficulté notre gouvernement et tout simplement ouvrir les yeux à ceux qui doutent encore que la révolution est possible. Tous les mêmes voyous, tous dehors !

En parler, c'est délier les langues, c'est aussi apporter l'espoir d'un autre futur si la masse unie se bat. Il ne s'agira pas seulement de dénoncer, mais de redonner espoir.

Nous sommes tous prisonniers des mêmes chaînes ! Tous nous partageons les mêmes ennemis ! Les meetings sont un excellent moyen de rassembler du monde de diverses origines. C'est une superbe opportunité pour inviter des militants des pays Éducation nationale soulèvements à raconter, témoigner et expliquer le processus révolutionnaire.

Aujourd'hui plus encore qu'hier, soyons sur tous les fronts, en soutien avec tous les peuples opprimés !

**Stroopsit (Comité jeunes Rouen)**

# ALGÉRIE : Vers la fin de la « DÉMOCRATURE » ?

Samedi 12 février, on annonçait plusieurs milliers de manifestants à Alger malgré les barrages et les contrôles policiers qui empêchaient l'accès à la capitale. Le 8 janvier dernier, des émeutes de la faim avaient éclaté en Algérie. Les manifestants protestaient contre la hausse des prix et contre le chômage; la répression a fait deux morts et des centaines de blessés. Les Algériens vont-ils suivre l'exemple de leurs voisins?

## Une situation contradictoire

D'un côté, l'Algérie a un passé récent sanglant qui peut désamorcer les possibilités révolutionnaires. Depuis l'indépendance en 1962, les militaires ont un rôle politique prépondérant. La victoire des islamistes aux élections en 1992 a été suivie de l'instauration de l'état d'urgence et d'une guerre civile prolongée entre les militaires et les groupes islamistes, jusqu'à ce que Bouteflika gagne des élections réputées frauduleuses en 1999 avec le soutien des militaires. Bouteflika apparaît donc comme celui qui a ramené « la paix » en Algérie. Aujourd'hui face à la contestation, il fait le choix de lever l'état d'urgence, à la fois pour entretenir son image de démocrate mais aussi pour éliminer une revendication qui pourrait fédérer et servir d'exemple de l'arbitraire qui règne en Algérie. D'autant que dans la pratique, manifestations et rassemblements continueront à être violemment réprimés.

Bien sûr, la « paix » a eu un prix: censure des opposants et des journalistes, corruption à tous les niveaux de l'Etat, et une politique répondant aux intérêts des plus riches. Le taux de chômage

officiel est à 10%, mais il touche en réalité plus de la moitié de la population. Ajoutons que les femmes sont quasiment exclues de ces statistiques puisque sur 35 millions d'habitants, seulement 1 million de femmes est comptabilisé dans la population active.

Cependant, le mécontentement populaire est d'autant plus exacerbé que l'Algérie est un pays gros exportateur de pétrole et de gaz naturel vers l'Europe et que depuis les années 2000, grâce aux prix élevés du pétrole, des bénéfices colossaux ont été engrangés dont les Algériens n'ont jamais vu la couleur. Tous les observateurs décrivent au contraire un pays où les services publics sont désastreux, où il est impossible d'avoir un logement décent etc... La crise vient aggraver cette situation déjà tendue. Elle se traduit notamment par une augmentation des prix: 20% pour l'huile, 80% pour le sucre en quelques semaines, ce qui les porte pratiquement aux mêmes prix qu'ici, alors que le Smic algérien est à 150 euros par mois. En réaction, le gouvernement a annoncé des mesures pour contenir les prix. Plus récemment, Bouteflika annonce la levée de l'état d'urgence, à la fois pour entretenir son image de démocrate mais aussi pour éliminer une revendication qui pourrait fédérer et servir d'exemple de l'arbitraire qui règne en Algérie. D'autant que dans la pratique, manifestations et rassemblements continueront à être violemment réprimés. Le malaise est profond, à défaut de le résoudre, le pouvoir tente tant bien que mal de le contenir par des effets d'annonce.

## Les forces de la contestation

L'année 2010 a été marquée par des grèves et des mouvements de toute sorte. En janvier 2010, les 7000 ouvriers du complexe sidérurgique d'El Hadjar, ancienne entreprise publique devenue en 2001 propriété du groupe Arcelor-Mital, étaient en grève contre le licenciement de 350 salariés et ont fini par avoir gain de cause. Citons aussi les centaines de jeunes qui bloquaient le 28 décembre dernier une grande route à Baraki, une des banlieues pauvres d'Alger, pour réclamer les logements décentes. La veille, des protestations semblables avaient éclaté dans d'autres quartiers pauvres, dans la zone des « chalets », ces baraquements provisoires installés pour reloger les victimes du séisme de 2003 qui sont encore là sept ans après.

Dans les universités, l'extension du système LMD au Maghreb provoque depuis plusieurs années des mobilisations étudiantes. Cette fois-ci, les étudiants ingénieurs dénonçaient la dégradation de leurs diplômes avec le passage au LMD. Dans un contexte tendu, le pouvoir a décidé de reculer alors qu'une partie des universités étaient bloqués par les étudiants.

L'enjeu aujourd'hui pour les Algériens est donc de se confronter à l'appareil militaire hérité de la guerre d'indépendance, qui aujourd'hui règne sur l'appareil d'état et les réseaux de corruption. Seule l'union de tous ceux qui luttent pourra le faire dégager.

**Anne (Comité jeunes Paris-7 PRG)**

## PALESTINE :

Pour beaucoup la libération de la Palestine et son accession à l'indépendance devait passer par des révolutions dans le monde arabe. En effet, face à l'une des principales puissances militaires, les états arabes qui au départ s'affirmaient comme des soutiens de la « cause palestinienne » se sont finalement alliés à Israël. C'est le cas notamment de l'Égypte qui en 1979 signe un traité de paix avec Israël qui lui permet de récupérer le Sinaï, mais au prix de la reconnaissance de l'Etat Israël et d'un abandon de son soutien au mouvement palestinien. Ce soutien de l'Égypte se caractérise aujourd'hui par son appui au blocus israélien sur la bande de Gaza ou encore par le vente de gaz à Israël à des prix subventionnés (en dessous des prix du marché). A plusieurs reprises, l'Etat égyptien a joué un rôle de supplétifs de la répression israélienne, notamment lorsqu'il participe à la destruction de tunnels entre l'Égypte et la bande de Gaza qui permettaient de contourner le blocus imposé par Israël depuis 2008. C'est en ce sens que Benyamin Netanyahu, le premier ministre israélien, a apporté son soutien à Hosni Moubarak, qu'il perçoit comme l'un des principaux soutiens d'Israël dans la région, tout changement de gouvernement représentait un danger pour la situation d'Israël. Ce soutien a été réaffirmé jusqu'à la chute de Moubarak, malgré la répression sanglante, avant que le gouvernement ne se résigne à demander à ce que le nouveau pouvoir respecte les accords actuels entre l'Égypte et Israël, ce que se sont empressés de faire les militaires égyptiens.

### La complicité de l'Autorité Palestinienne

Dans tous les pays arabes, le soutien aux palestiniens fait partie des revendications mis en avant, avec parfois l'exigence exprimée d'une rupture des relations diplomatiques avec Israël. Néanmoins, le pouvoir

palestinien ne s'est pas appuyé sur cette dynamique pour mettre la pression sur l'Etat israélien. Au contraire, Mahmoud Abbas a été l'un des premiers à condamner la révolte en Égypte et à soutenir la répression de Moubarak. Cela s'explique parce que la situation en Égypte a une influence importante sur l'évolution des rapports en force en Palestine. De fait, le Fatah se place dans une position où il négocie avec Israël et que tout bouleversement en Égypte mettrait en péril ce cadre, alors que ce processus met chaque jour un peu plus en péril l'existence d'un état palestinien souverain. Ces déclarations ont fait suite aux révélations d'Al-Jazeera (Palestinian Papers) sur l'attitude des négociateurs palestiniens et sur les concessions promises aux Israéliens comme revenir sur le droit au retour des réfugiés ou accepter la colonisation israélienne sur les quartiers Est de Jérusalem, théoriquement sous contrôle palestinien mais de plus en plus grignoté par des projets immobiliers israéliens.

Aujourd'hui, dans la lignée des mobilisations dans le reste du monde arabe, des jeunes palestiniens posent la question de la reconstruction de « l'unité » au service des revendications nationales palestiniennes. Les manifestations organisées se sont vus réprimés que soit sur Gaza par le Hamas ou en Cisjordanie par le Fatah. Aujourd'hui, les partis au pouvoir en Palestine perçoivent un danger dans ces mobilisations qui risquent de les déborder et remettre en cause leur pouvoir sur les régions qu'ils contrôlent. Cette situation ne peut évoluer que sous la pression des Palestiniens, qui permettra de dépasser les limites à la fois de l'autorité palestinienne mais aussi du Hamas. Les contours de cette unité restent pourtant à définir, et notamment déterminer si elle permet de mettre à l'ordre du jour la remise en cause du blocus de Gaza ou encore l'arrêt des négociations avec Israël.

## MAROC :

Le Maroc a connu d'importantes manifestations à la suite d'un appel du « mouvement du 20 février », initiés par des jeunes marocains, notamment des étudiants. Cet appel a été relayé sur Internet mais aussi en s'appuyant sur le soutien de plusieurs dizaines d'organisations qui participent à la mobilisation et sur l'existence de comités dans certaines villes qui organisent les marches de protestation. Le 20 février, les grandes villes marocaines ont connu d'importants rassemblements réunissant à chaque fois plusieurs milliers de personnes. Ces manifestations ont bénéficié de l'euphorie qui a suivi le départ de Moubarak en Égypte. Les revendications ressemblent à celles du mouvement jordanien, qui comme le Maroc est une monarchie. Elles ne visent pas directement le roi, mais le gouvernement, considéré comme corrompu, au service d'intérêts particuliers. Parmi les revendications, on retrouve également l'amélioration du niveau de vie, la dissolution du parlement ainsi que des modifications de la constitution visant notamment à limiter les pouvoirs de Mohamed VI, au pouvoir depuis 1999. Les manifestations ont donné lieu à des premiers affrontements qui ont fait plusieurs morts. Le mouvement se poursuit actuellement et des nouvelles manifestations sont prévues chaque semaine, les organisations annonçant une grande manifestation prévue pour le courant du mois de Mars.

## LIBYE : LE COMPTE À REBOURS A COMMENCÉ

Au pouvoir depuis 42 ans, Kadhafi fait face à d'importantes révoltes, qui auraient déjà fait au moins plusieurs centaines de morts (certains parlent de milliers). Aujourd'hui, le pouvoir du clan Kadhafi ne tient plus qu'à un fil, la plupart des villes du pays sont en situation d'insurrection, certaines comme Benghazi ou Tobrouk étant définitivement passés du côté du peuple, armé pour faire face aux attaques de l'armée et des mercenaires engagés par le pouvoir. Tout porte à croire que le régime est sur le point de tomber, même si le pouvoir libyen est coutumier des répressions sanglantes, des révoltes dans les prisons libyennes en 1996 s'étaient soldées par plus de 1000 morts. Les violences vont donc se poursuivre notamment parce que les enjeux sont très importants pour le régime en place. La fortune de Kadhafi serait estimée à plusieurs milliards de dollars, ses revenus étant largement liés à l'exportation des hydrocarbures, notamment vers l'Europe.

### Europe, Etats-Unis : L'impérialisme prend de l'appétit

Les capitales occidentales réagissent à la répression en Libye par des condamnations des violences sans pour autant, comme en Égypte, parler de changement de gouvernement ou du départ de Kadhafi. Cela s'explique par le fait qu'un certain nombre d'Etats, dont les Etats-Unis sont liés par des accords qui leur défend de remettre en cause le régime en place en Libye. Ces accords peuvent être brisés en fonction de l'évolution de la situation et de la pression de l'opinion mais expliquent la prudence des diplomates. L'autre option qui commence à se discuter est celle d'une intervention militaire. Cette option permettrait sous couvert de prétentions humanitaires de mettre la main, comme en Irak, sur les ressources libyennes en hydrocarbures : pétrole et l'une des plus grandes réserves de gaz naturel

au monde. Des entreprises européennes (comme Total, ENI) ou américaines sont présentes en Libye pour l'exploitation des hydrocarbures même si l'essentiel des ressources est sous contrôle de l'État libyen.

### Kadhafi, un ami de l'Europe

Kadhafi est également un partenaire de l'Europe notamment dans sa politique d'immigration. Les états européens demandent à la Libye de jouer le rôle de garde-frontière en bloquant les migrants originaires d'Afrique, estimés à plusieurs millions. La Libye réceptionne aussi une partie des migrants expulsés d'Europe du Sud, elle a chargé ensuite de faire le « tri » et renvoyer les migrants dans leur pays d'origine. Grâce à des témoignages de migrants, on sait que les conditions de détention sont encore pires que ceux des centres de rétention en Europe. Les révoltes sont régulièrement réprimées à balles réelles, accompagnés d'exécutions sommaires.

Aujourd'hui, Kadhafi est loin de sa posture de résistant à l'impérialisme américain qu'il a épousé notamment en soutenant les attaques américaines contre l'Afghanistan et l'Irak. La chute du régime sera le fait du peuple libyen, la question en suspens restant celle du rôle que joueront les différents impérialismes dans leur volonté de se partager le gâteau libyen.

**Hichem (Comité jeunes Sorbonne)**

## LIBAN, APRÈS LA CHUTE D'HARIRI

Une partie du Liban et les grandes puissances commémoraient en février le sixième anniversaire de l'assassinat de Rafik Hariri, ancien Premier ministre, puis chef de l'opposition anti-syrienne et grand ami de Chirac. Homme d'affaires ayant fait fortune en Arabie saoudite, il avait la confiance de la France, ancienne puissance « protectorale », des États-Unis et même de l'État israélien. En 2002, avec son ministre des Finances Fouad Siniora, il avait obtenu un prêt de 2,6 milliards de dollars. De quoi assurer la dépendance économique et politique du pays vis-à-vis de l'Occident !

### L'indépendance nationale comme enjeu

Aujourd'hui encore, la principale division politique concerne l'indépendance, vis-à-vis de la Syrie d'une part et des Occidentaux de l'autre.

L'alliance dite du 14 mars, emmenée par Saad Hariri, défend la tenue d'un tribunal pénal international (« Tribunal spécial pour le Liban », TSL) chargé d'enquêter sur le meurtre de son père. Ayant remporté les élections de 2005, elle était au pouvoir en 2006 lors de l'attaque israélienne, et n'a rien fait pour protéger la population. En coulisse, le président du Conseil des ministres, Siniora, se réjouissait même de voir le Hezbollah (« Parti de Dieu ») en difficulté.

En face, la coalition dite du 8 mars est emmenée par le Hezbollah et le général chrétien Michel Aoun. Elle a remporté les élections législatives de 2009 en nombre de votes, mais pas en nombre d'élus, en raison du suffrage confessionnel (on est inscrit dans un bureau de vote en fonction de sa religion supposée et on doit choisir un candidat de sa confession, d'où la nécessité de former des coalitions). Après ces élections, Saad Hariri s'est vu obligé de former un gouvernement d'union avec des ministres de la coalition rivale.

Le Hezbollah est historiquement lié à la Syrie et à l'Iran. C'est un parti religieux (chiite) qui ne défend pas le progrès social. Mais il a acquis sa légitimité populaire, au-delà de la seule communauté chiite, en étant à la pointe du combat contre les agressions israéliennes. Il a repris des tâches abandonnées par le mouvement nationaliste laïque et progressiste : indépendance nationale, défense des services publics, aides sociales...

Craignant d'être mis en cause par le TSL, il a cherché à faire renier cette instance par S. Hariri. Face à son refus, les ministres du 8 mars ont quitté le gouvernement, précipitant sa chute. Avec le ralliement du leader druze Walid Joublatt, la coalition est parvenue à former une majorité parlementaire. À l'heure où nous écrivons ces lignes, les tractations sont encore en cours pour former le nouveau gouvernement. Deux choses sont sûres : Saad Hariri sera dans l'opposition et il sera remplacé par un proche de Damas, le milliardaire Najib Mikati.

### Deux franges de la bourgeoisie en lutte

Il ne s'agit pas de simples tractations politiciennes : derrière le jeu d'alliances et de revirements se pose la question de l'indépendance d'une ancienne colonie. La résistance populaire depuis l'invasion israélienne de 1982 a permis, jusqu'à présent, que le Liban ne devienne pas un pion de la « communauté internationale », comme la Jordanie ou l'Égypte.

Quoi qu'on en pense, le Hezbollah a fait ses preuves dans la lutte contre les offensives israéliennes. Nous devons lutter pour le retrait des forces militaires françaises et ONUsiennes dont la seule mission est son désarmement, c'est-à-dire de rendre la population plus vulnérable. La coalition du 8 mars n'est pas une extension pure et simple de l'Iran et de la Syrie. Elle a son programme propre et surtout une base populaire à qui elle ne pourra pas imposer n'importe quoi.

Mais fondamentalement, elle représente avant tout une frange de la bourgeoisie, celle qui préfère regarder du côté de Damas et de Téhéran que de celui de Paris et Washington. Cela ne signifie en rien la défense des opprimés et des exploités.

Comme leurs voisins, les jeunes, les femmes, les travailleurs et les peuples dominés devront compter sur leurs propres forces et non sur les institutions héritées du colonialisme !

**JB (Comité jeunes 92 Nord)**